



Assemblée générale

Soixante-troisième session

47^e séance plénière

Mercredi 12 novembre 2008, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. d'Escoto Brockmann. (Nicaragua)

La séance est ouverte à 15 h 15.

Point 45 de l'ordre du jour (suite)

Culture de paix

Rapport du Secrétaire général (A/63/262)

Note du Secrétaire général (A/63/127)

Projets de résolutions (A/63/L.23 et
A/63/L.24/Rev.1)

Allocution de S. Ém. Mohamed Sayed Tantawi, Grand Imam d'Al-Azhar de la République arabe d'Égypte

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. Ém. Mohamed Sayed Tantawi, Grand Imam d'Al-Azhar de la République arabe d'Égypte.

S. Ém. Mohamed Sayed Tantawi, Grand Imam d'Al-Azhar de la République arabe d'Égypte, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Grand Imam d'Al-Azhar, S. Ém. Mohamed Sayed Tantawi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Grand Imam Tantawi (*parle en arabe*) : Lorsque nous parlons de culture de paix dans l'Islam, nous parlons d'un dialogue positif entre les

civilisations, les religions et les cultures, et de réalités sur lesquelles s'accordent tous les sages de tous les temps et de tous les lieux.

La première réalité est que tous les peuples sont créés par Dieu, le Tout-Puissant et le Très Exalté, à partir d'une substance unique, afin qu'ils vénèrent pieusement leur Créateur et coopèrent les uns avec les autres pour le bien et la piété, non pour le mal et l'agression.

Dans le Coran, Dieu, qu'Allah soit loué, souligne : « O hommes! Nous vous avons créés d'un homme et d'une femme et avons fait de vous des peuples et des tribus afin que vous puissiez vous connaître les uns les autres. » (*Coran, XLIX, 13*)

Le Tout-Puissant dit aussi : « Craignez votre Seigneur qui vous a créés d'une personne unique, dont il tira son épouse; de l'une et de l'autre Il a répandu des hommes en nombre, et des femmes. » (*Coran IV, 1*)

Mohammed, la paix soit avec lui, dit à cet égard : « Vous êtes tous les fils d'Adam et Adam a été créé de poussière [...] Aucun Arabe n'est meilleur qu'un non-Arabe, si ce n'est par la piété. »

La deuxième réalité est que la différence dans les croyances et les idées est propre à la nature humaine, que nos croyances ne sont pas interchangeables; chaque personne est née avec sa propre croyance, et il ne devrait y avoir nulle contrainte en matière de religion. La contrainte ne produira pas de bons

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



croissants, mais uniquement des hypocrites. Dieu est le seul à pouvoir demander aux individus de rendre compte de leurs croyances.

De nombreux versets du Coran reflètent ces notions, notamment lorsque Dieu dit : « Il n'y a pas de contrainte en religion. » Le Tout-Puissant a également dit à Son Messager, le Prophète Mahomet, la paix soit avec lui : « [...] ton devoir est seulement de transmettre le message ».

La troisième réalité est que la différence de croyances entre les individus ne fait pas obstacle à leur coopération, à leur compréhension mutuelle, à leur amitié ni à l'échange de bons procédés sous les auspices du Tout-Puissant. Les êtres humains sont civils par nature et ne peuvent vivre sans dialoguer les uns avec les autres.

Les États ne peuvent pas non plus s'abstenir de coopérer et de dialoguer ni d'échanger des intérêts, en particulier à notre époque puisque le monde est devenu un village planétaire, du fait notamment des progrès réalisés dans les domaines des transports et des communications grâce à la science et aux techniques.

Les efforts incessants et les bons offices de l'Assemblée générale des Nations Unies permettent donc de continuer sans relâche à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde, en réduisant les tensions et les différends entre les pays et en prévenant les conflits et la haine entre les peuples.

La quatrième réalité, reconnue par les sages, c'est que les religions révélées par le Tout-Puissant à ses nobles Messagers partagent deux fondements principaux. Le premier repose sur l'adoration d'un Dieu unique et le second consiste à avoir un bon comportement. Tout désaccord entre eux relève de questions d'ordre secondaire et non des principes fondamentaux.

Il s'ensuit qu'il faut respecter tous les honorables Messagers et que l'orientation donnée par les religions doit être suivie. La diffamation des religions et les attaques contre les honorables Messagers ne sont donc pas une preuve de sensibilité, de bon naturel ni de perspicacité.

La cinquième réalité, reconnue par les sages, c'est que la Bonne Parole obtient des résultats aussi bien avec les amis qu'avec les autres. Elle obtient des résultats avec les amis parce qu'elle renforce l'amitié et l'affabilité entre eux. Dieu parle à ses bons serviteurs en disant : « [...] et ils sont guidés par une

excellente parole, et ils sont guidés vers le chemin de Dieu. »

La Bonne Parole obtient aussi des résultats avec les autres car elle sert à atténuer leur colère et leur animosité. À cet égard, Dieu dit :

« Dis à mes esclaves qu'ils disent ce qui est le meilleur. Oui, le Diable s'ingère parmi eux. Le Diable demeure, pour l'homme, un ennemi déclaré, vraiment! » (*Le saint Coran, XVII : 53*)

La sixième réalité, reconnue par les sages, c'est que, depuis toujours, il y a des vertus qu'il faut respecter et des vices qu'il faut éviter. Les sages sont d'accord que la justice est une vertu. Dieu commande : « [...] quand vous jugez entre les gens, jugez avec équité ».

Dieu commande également ce qui suit : « Et quand vous parlez, alors soyez équitables, même s'il s'agit d'un proche parent. » Dieu commande le témoignage en disant :

« [...] et faites témoigner deux hommes d'intégrité parmi vous. Et établissez le témoignage pro Deo. » (*Le saint Coran, LXV : 2*)

Les sages ont également reconnu que l'injustice est un crime qui cause d'immenses pertes en ce monde et dans le monde à venir. Dieu le démontre en disant : « Voilà donc, de ce qu'ils prévariquaient, leurs maisons aux toits écroulés! »

Toutes les religions divines et tout esprit humain recherchent la promotion de la justice et le rejet de l'injustice; il ne peut y avoir de paix ou de sécurité dans le monde si nous ne déployons pas tous nos efforts pour protéger fermement la vertu de justice jusqu'à son triomphe total. Nous devons également lutter sans relâche contre les crimes d'injustice jusqu'à leur disparition complète.

La septième réalité, reconnue par les sages de tous temps et de tous lieux, c'est que la consolidation de la sécurité et de la paix dans tout État, est une bénédiction qui conduit à la prospérité et à une production accrue, en permettant ainsi le bonheur et en assurant une plus grande abondance et le progrès.

Lorsqu'Abraham, paix à son âme, a quitté sa femme, Hajar, et son fils, Ismaël, dans la ville sainte de La Mecque, sur les terres bénies, il a demandé à Dieu :

« Ô mon Seigneur, fais-en une cité sûre, et nourris de fruits ses gens, – ceux d’entre eux qui croiront en Dieu et au jour dernier [...] »

Les sages ont également convenu de rejeter le terrorisme et l’agression contre les peuples et la propagation du mal sur la terre, à travers l’anéantissement et la destruction des institutions étatiques. Les sages ont convenu que ce type de terrorisme est une tragédie religieuse et mondiale. C’est une tragédie religieuse parce qu’elle viole explicitement les dispositions des lois divines qui imposent la préservation de la vie humaine, la propriété des individus, leur dignité ainsi que tous leurs droits contre toutes violations et qui considèrent le meurtre d’une seule personne comme aussi injuste et mauvais que le massacre de toutes.

À cet égard, Dieu dit :

« [...] quiconque tuerait une personne, à moins qu’en échange d’une autre ou à cause d’un désordre commis, c’est comme s’il avait tué tous les gens ensemble. Et quiconque lui fait don de la vie, c’est comme s’il faisait don de la vie à tous les gens ensemble. » (*Le saint Coran, V : 32*)

Le terrorisme est une tragédie mondiale parce que les terroristes tentent de mettre à mal l’unité d’un pays, de détruire les richesses et l’économie d’un pays et de créer la discorde nationale et de semer la terreur et le trouble où qu’ils aillent. Il ne fait aucun doute que tout terroriste commet, en fait, un crime contre son propre pays, c’est pourquoi il mérite la plus sévère des sanctions.

En conséquence, il nous incombe à tous, chacun dans son domaine respectif, et il est du devoir de l’Assemblée générale et du Conseil de sécurité, les plus grands bastions de la paix, d’être unis dans la défense de la sécurité, de freiner les agressions et de freiner le terrorisme.

La huitième réalité, reconnue par les sages de tous les temps et de tous les lieux, c’est que le règlement efficace des conflits et des différends entre les peuples, passe par un dialogue constructif.

Par cela, j’entends un dialogue qui ait des objectifs nobles et des critères raisonnables. Ceux qui dirigent ce dialogue doivent faire preuve d’un état d’esprit positif, de sûreté de jugement, d’intentions claires et d’une volonté solide, afin de pouvoir répondre aux difficultés avec la plus grande patience. Si un dialogue se tient dans le domaine religieux, il

doit avoir pour premier objet de porter secours aux opprimés, d’aider les nécessiteux, de promouvoir les vertus et de triompher du vice. En conséquence, tous les efforts possibles doivent être engagés pour aider nos frères de Palestine à réaliser pleinement tous leurs droits.

La neuvième réalité est que chaque État a une culture distincte, tout comme l’Orient, l’Occident, le Sud et le Nord ont leurs propres cultures. L’Orient devrait prendre ce qu’il juge le plus approprié dans la civilisation occidentale et inversement, et il en va de même pour le Sud et le Nord. Nous croyons à la coopération, à la complémentarité et à l’harmonie entre les civilisations, et rejetons le point de vue de ceux qui croient au choc, à la répulsion, à l’incompatibilité et à l’animosité entre cultures et civilisations.

Nous appuyons les décisions et recommandations issues de la Conférence mondiale sur le dialogue organisée le 18 juillet 2008 par la Ligue islamique mondiale, sous les auspices de S.M. le Roi Abdallah Bin Abdulaziz Al-Saoud, Serviteur des deux saintes mosquées, et de S.M. le Roi Juan Carlos d’Espagne. À cet égard, nous pensons que les mesures concrètes proposées par Sa Majesté le Serviteur des deux saintes mosquées nous permettront d’atteindre tous nos objectifs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l’Assemblée générale, je tiens à remercier le Grand Imam d’Al-Azhar de la République arabe d’Égypte pour la déclaration qu’il vient de prononcer.

S. Ém. Mohamed Sayed Tantawi, Grand Imam d’Al-Azhar de la République arabe d’Égypte, est escorté hors de la salle de l’Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : L’Assemblée va maintenant entendre une allocution de l’ancien Premier Ministre et Envoyé spécial du Président de la République française, qui s’exprimera également au nom de l’Union européenne.

M. Alain Juppé, ancien Premier Ministre et Envoyé spécial du Président de la République française, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en espagnol*) : J’ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Alain Juppé, ancien Premier Ministre et Envoyé spécial du Président de la République française, et de l’inviter à prendre la parole devant l’Assemblée générale.

M. Juppé (France) : C'est aujourd'hui une grande joie et un très grand honneur pour moi de m'adresser à l'Assemblée générale au nom du Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, également Président en exercice de l'Union européenne, que j'ai mandat de représenter à cette réunion plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le dialogue interreligieux.

Au nom de la France, il me revient tout d'abord de remercier S.M. le Roi Abdallah d'Arabie saoudite, Gardien des deux lieux saints, qui a, au cours des derniers mois, pris la louable initiative de susciter en plusieurs occasions un dialogue entre les religions. Le processus initié à La Mecque en juin dernier nous permet d'échanger aujourd'hui à New York sur ce sujet fondamental.

Sa Majesté a entendu, par son initiative, inviter les croyants à trouver dans le message de leurs foies respectives ce qui rapproche les hommes plutôt que ce qui les oppose et à porter sur les convictions des uns et des autres un regard éclairé, guidé par le respect mutuel. Nous ne pouvons que nous en féliciter. La réunion régulière des représentants des différentes religions, dans le cadre d'un dialogue interreligieux fondé sur la confiance, encourage la tolérance dans une perspective de paix. Une telle approche contribue à sensibiliser les esprits à la dérive que constituent des violences qui, commises au nom de la foi, ne font qu'abaisser ceux qui croient l'exalter.

Ce dialogue doit donc permettre de voir se réduire les incompréhensions entre les hommes comme le fossé entre les civilisations, dont les religions peuvent être un élément essentiel de l'identité. La France lui apporte un soutien sans réserve, d'abord parce que son expérience propre, depuis la Révolution de 1789, lui a fait développer une conception de la laïcité qui vise à organiser au sein de la communauté nationale la cohabitation pacifique de toutes les croyances et non-croyances. Le dialogue interreligieux, s'il sait ne pas s'enfermer dans l'exclusive, est, d'un point de vue français, le prolongement utile et bienvenu à l'échelle internationale d'un acquis national jugé positif par l'immense majorité des Français et de ceux qu'ils accueillent sur leur sol.

La France soutient aussi cette initiative parce que l'un des objectifs constants de notre diplomatie, tout particulièrement depuis les attentats du 11 septembre, a été de prévenir tous les éléments qui peuvent concourir à donner de la consistance à la thèse du choc des

civilisations, une thèse qu'elle conteste formellement et dont le caractère auto-réalisateur pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la paix internationale.

Les pays membres de l'Union européenne, au nom desquels je souhaite maintenant m'exprimer, ont accordé une attention particulière à l'initiative de Sa Majesté. Les Européens ont connu, tout au long de leur histoire, l'expérience souvent sanglante des guerres de religions et des haines confessionnelles. Ils ont fait le choix de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux, qui favorise la connaissance et la compréhension entre les hommes. Au cœur de l'identité européenne figure l'idée de tolérance, la construction et la consolidation de la paix, qui permettent aux peuples de s'organiser en collectivités politiques respectueuses de l'identité religieuse, spirituelle et philosophique de chacun. C'est ce message que l'Europe porte au sein de l'Alliance des civilisations, lancée à l'initiative de l'Espagne et de la Turquie et dont elle soutient pleinement les objectifs.

Tout en considérant que la foi relève d'un choix individuel, les Européens sont convaincus que les communautés religieuses peuvent jouer un rôle majeur, sinon essentiel, en faveur du dialogue, de la fraternité, de la solidarité et de la paix. Un tel dialogue se doit d'être aussi large que possible. Il doit pouvoir associer les représentants de toutes les religions mais aussi de toutes les traditions spirituelles, philosophiques et humanistes existantes, dans leur diversité et la multiplicité de leurs dimensions.

Le respect des valeurs et des principes universels des droits de l'homme, à l'heure où nous nous préparons à célébrer le sixième anniversaire de la Déclaration universelle de ces droits, constitue le socle indispensable sur lequel doit se bâtir et se renforcer ce dialogue. La reconnaissance de l'exercice sans restriction de la liberté de croyance, dans toutes ses dimensions, y compris le droit de changer de religion ou de développer une approche spirituelle ou humaniste en dehors de la croyance religieuse, en est un élément incontournable.

Pour dialoguer, il faut aussi être capable d'entendre les opinions contraires, voire la critique. Reconnaître le droit de s'exprimer et accepter les opinions divergentes est aussi un élément essentiel du dialogue. L'exercice de la liberté religieuse ne peut se concevoir sans celui de la liberté d'expression, y compris parfois sous l'aspect de la dérision. Elle est la condition sine qua non du dialogue interreligieux. La

seule limite à cette liberté est celle que définit le droit international, ainsi que l'esprit de responsabilité qui doit animer tout être humain convaincu de l'intérêt supérieur de la paix, qu'il s'agisse de la paix intérieure nécessaire à chaque société ou de la paix entre les nations.

Ce dialogue doit enfin savoir s'affranchir de toute intervention politique. Le dialogue interreligieux est de la responsabilité des autorités religieuses, des croyants et des représentants des traditions spirituelles, philosophiques et humanistes. Aucun mouvement, aucune association ou organisation politique n'a la légitimité nécessaire pour orienter ces débats ou endosser les conclusions du dialogue interreligieux. Le rôle des instances gouvernementales ou intergouvernementales doit se limiter à favoriser les conditions nécessaires à sa tenue.

M'exprimant à nouveau à titre national, je souhaite souligner que la France elle-même est particulièrement attachée à la poursuite de ce dialogue interreligieux. S. M. le Roi d'Arabie saoudite connaît les convictions du Président de la République française sur ce sujet. Il les a affirmées au Latran à Rome, avant de les réitérer à Riyad, lors de son discours devant le Conseil consultatif, le 14 janvier dernier :

« Ce n'est pas le sentiment religieux qui est dangereux. C'est son utilisation à des fins politiques régressives au service d'une nouvelle barbarie. Tous ces excès, toutes ces dérives doivent-ils nous amener à condamner la religion? J'affirme que non, car le remède serait pire que le mal. Le sentiment religieux n'est pas plus condamnable à cause du fanatisme que le sentiment national ne l'est à cause du nationalisme ».

En France, chacun le sait, les confessions sont séparées de l'État. Quelles que soient leurs opinions personnelles, nos autorités nationales n'expriment pas de préférence pour une croyance plutôt que pour une autre. Elles les respectent toutes, et s'attachent à garantir que chacun puisse librement croire ou ne pas croire, que chacun puisse pratiquer son culte dans la dignité. Nous respectons ceux qui croient au Ciel autant que ceux qui n'y croient pas et nous nous efforçons de faire en sorte que chacun, qu'il soit catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman, bouddhiste, bahaï, athée, agnostique, libre-penseur, franc-maçon ou rationaliste, se sente heureux de vivre

en France, se sente libre, se sente respecté dans ses convictions, dans ses valeurs et dans ses origines.

Ce sont ces mêmes principes qui animent l'action de mon pays sur la scène internationale et qui président aux propos que je tiens ici. Certes, je n'ignore pas la diversité des opinions, des cultures et des croyances qui règnent de par le monde. Mais il me semble que le meilleur moyen de limiter les heurts qui surgissent entre elles est que les puissances publiques, tout en veillant avec le plus grand soin à ce que les conditions du respect mutuel entre les croyances et leur nécessaire dialogue soient réunies et préservées, ne s'immiscent en aucun cas dans ce qui constitue avant tout l'exercice d'une liberté individuelle.

**Allocution de M. Deleita Mohamed Deleita,
Premier Ministre de la République de Djibouti**

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de Djibouti.

M. Deleita Mohamed Deleita, Premier Ministre de la République de Djibouti, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Deleita Mohamed Deleita, Premier Ministre de la République de Djibouti, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Deleita (Djibouti) : C'est avec un réel plaisir et un immense honneur que je prends la parole devant l'Assemblée et que mon pays répond présent à la généreuse invitation de S. M. le Roi Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud, Serviteur des deux Lieux saints, afin de participer à cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de paix à travers le dialogue des religions et des cultures, dont l'importance et les perspectives ne sont plus à démontrer. Permettez-moi tout d'abord, Votre Majesté, de vous transmettre les salutations les plus distinguées de votre frère, S. E. Ismaïl Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti, qui pour des raisons indépendantes de sa volonté n'a pu être à vos côtés pour participer à cette importante réunion.

La culture de la paix, à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis sa cinquantième session est, de nos jours, l'une des questions les plus cruciales qui se posent à la communauté internationale. Nous nous réjouissons et appuyons l'initiative sans précédent

de S. M. le Roi Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud, Serviteur des deux Lieux saints, qui intervient après la Conférence mondiale sur le dialogue initiée en collaboration avec le Roi Juan Carlos I^{er} d'Espagne, qui s'est tenue en juillet 2008 en Espagne. Ces initiatives visent à établir un dialogue entre l'Islam, le christianisme, le judaïsme ainsi qu'avec toutes les autres croyances et philosophies. Elles dénotent un courage et une forte volonté politique de contribuer de manière significative et constructive à la réconciliation des peuples à travers la promotion du dialogue des cultures et des religions.

Ce dialogue est important et devrait servir à présenter la véritable image des religions, en particulier la nôtre, par le dialogue, contrairement aux perceptions erronées qui se répandent de par le monde. Ainsi, l'Islam, qui est pourtant une religion de paix, est, de nos jours, rattaché et associé au terrorisme international, phénomène barbare. En effet, nous pouvons constater aujourd'hui que ce fléau constitue l'un des obstacles les plus évidents pouvant compromettre la voie du dialogue et de la coexistence pacifique entre les peuples. Il s'agit manifestement d'un phénomène mondial qui requiert un effort international organisé et coordonné. Il nous faut affronter ce fléau, ensemble, avec sérieux, responsabilité, justice et équité.

Alors que nous sommes convaincus qu'il nous faut travailler à la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes, sous tous ses aspects et le traiter à la racine, il nous faut également œuvrer pour faire cesser cette phobie de tout ce que représente l'Islam, qui ne cesse de croître et qui hypothèque considérablement la perception réelle de notre religion ainsi que ses principes de paix, de tolérance et de compassion. Nous devons tout mettre en œuvre pour démontrer que les accusations de violence et de terrorisme portées ces dernières années à l'encontre de l'Islam sont injustifiées.

Nous devons, enfin, expliquer que le Saint Coran prône la paix et non la violence ou la guerre, prône la tolérance et non le fanatisme, prône l'amour et non la haine, prône enfin la coexistence et le respect de l'autre.

Aujourd'hui, l'humanité souffre d'une perte de valeurs et d'une confusion des idées. Elle traverse une phase difficile. Intolérance, méfiance et suspicion règnent entre les communautés et les peuples. Quelle en est la cause? Et surtout que pouvons-nous faire?

Nous pouvons dire, ici, que la cause principale est l'ignorance. L'ignorance, qui génère la peur de l'autre. Je voudrais ici souligner l'importance primordiale du dialogue et de l'éducation pour lutter contre ce phénomène. L'éducation et le dialogue restent, à mon avis, nos principales « armes » pour venir à bout du cercle vicieux de l'ignorance, du cercle vicieux de la dénaturation des messages et des pensées religieuses.

C'est là un défi permanent que chaque société et chaque citoyen doivent relever. L'éducation et la culture de la paix doivent être une préoccupation constante de nos sociétés, car c'est d'elles qu'émanera le respect mutuel, préalable indispensable à tout dialogue constructif.

Chaque société comporte aujourd'hui en son sein des identités multiples. Nous comprenons mieux de nos jours que la notion de diversité est devenue tout à fait essentielle. La diversité culturelle est un patrimoine commun de l'humanité dont l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles témoigne largement. Cette pluralité des identités est un atout dont nous devrions tirer fierté et profit, et elle devrait impliquer, par conséquent, une ouverture aux autres cultures pour un enrichissement mutuel. La tolérance prend, dans ce contexte, tout son sens. Elle implique, à la fois la reconnaissance du respect de toutes les cultures et de leur égale dignité ainsi que le rejet et la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. C'est pourquoi nous sommes convaincus que la culture de la paix constitue la voie idéale devant permettre l'entente et la coopération entre les hommes, afin de réaliser une coexistence pacifique entre les nations. Elle est aussi le meilleur moyen de renforcer la compréhension et le rapprochement entre les peuples. C'est également pourquoi, nous pensons que le dialogue doit être multiple et varié et doit se matérialiser non seulement à travers le dialogue entre États, mais également et surtout aux niveaux régional et local, et cela dans toutes les parties du monde. Le retour aux valeurs morales et religieuses constitue une nécessité absolue dont les êtres humains ne peuvent se passer, et cela devrait pouvoir leur servir de rempart contre toutes les dérives par ailleurs.

Je me réjouis de la valorisation de la culture de la paix, car cette dernière constitue un instrument horizontal capable de nous permettre de construire et de renforcer des passerelles entre les civilisations et les religions. Il relève de notre responsabilité de faire savoir aux peuples du monde entier, communauté par

communauté, que la différence n'est pas et ne doit pas être une source de conflit et de confrontation. Certes, nous ne croyons pas en Dieu de la même manière; certes, nous ne le servons ni ne le vénérons de la même manière, mais cela ne veut pas dire que cette réalité doit nécessairement nous opposer. Au-delà de cette diversité des cultures, il reste l'universalité des valeurs fondamentales véhiculées par toutes les cultures, religions et philosophies, des valeurs telles que l'intégrité morale dans la parole et l'action, la solidarité et la tolérance ainsi que la recherche de la vertu et de la sagesse.

Si nous voulons que cette réunion historique soit couronnée de succès, il est impératif de se concentrer sur les dénominateurs communs qui nous unissent, c'est-à-dire, la croyance en des principes nobles et des valeurs morales élevées qui constituent l'essence de chaque religion. J'ai la profonde conviction que toutes les religions destinées initialement à guider et à bonifier les actions humaines ne peuvent en aucun cas servir de prétexte à la diffusion de la haine et de la violence.

Avec la mondialisation et les nouveaux moyens de communication, toute information se répand immédiatement et partout dans le monde. Nous sommes de plus en plus interdépendants, et nos destins de plus en plus intimement liés. Cette réalité nouvelle, profondément étrangère à l'expérience séculaire de nos peuples et de nos pays, doit nous conduire à redoubler d'efforts pour préserver la paix et prôner la tolérance et le respect de l'autre. Plus que jamais, nous devons réaffirmer les valeurs universelles communes qui fondent notre existence. Plus que jamais, nous devons respecter la diversité des peuples, des croyances, des cultures et nous attacher aux valeurs de la tolérance. Plus que jamais, nous devons saisir et cultiver toutes les occasions pour dialoguer afin d'aplanir et d'éviter tout malentendu sur nos différences. C'est uniquement à ce prix que nous nous éloignerons du spectre du choc des civilisations annoncé et que nous parviendrons à un dialogue responsable des civilisations.

M. Beck (Îles Salomon), Vice-Président, assume la présidence.

Pour conclure, je dirais que nous sommes, aujourd'hui, à un tournant décisif de notre histoire. Le chemin de l'intégration semble ardu et exige un engagement et une volonté politique indéfectibles, des efforts intenses empreints à la fois de patience et de respect. Cependant, c'est seulement unis et solidaires,

parlant d'une seule et même voix, que nous allons pouvoir atteindre nos objectifs.

Il est vital que nous adoptions des positions communes solides face à des menaces communes, face aux forces du mal, de l'injustice et de la tyrannie, tout en œuvrant avec espoir et optimisme à l'édification d'un avenir meilleur où régnerait l'esprit de générosité et de solidarité ainsi que les valeurs de la morale et de la vertu.

Pour ce faire, nous encourageons l'Assemblée générale à appuyer et à faire sienne les conclusions de la Conférence mondiale de Madrid sur le dialogue, qui plaident fermement pour une culture de la paix. Que Dieu nous assiste et guide nos pas.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de Djibouti de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Dileita Mohamed Dileita, Premier Ministre de la République de Djibouti, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Kassym-Jomart Tokayev, Président du Sénat du Parlement du Kazakhstan.

M. Kassym-Jomart Tokayev, Président du Sénat du Parlement du Kazakhstan, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de souhaiter la bienvenue au Président du Sénat du Parlement du Kazakhstan, M. Kassym-Jomart Tokayev. Je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Tokayev (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Le Kazakhstan salue et soutient l'initiative de S. M. le Roi d'Arabie saoudite de convoquer cette importante réunion à l'ONU. Nous ne doutons nullement qu'une organisation universelle telle que l'ONU ait un rôle central à jouer pour garantir la paix, la compréhension et la sécurité internationale. Les hauts représentants des différents États et des différentes régions qui sont rassemblés dans cette salle sont motivés par cette idée noble d'organiser un dialogue ouvert entre les cultures et les religions. Notre objectif commun est simple et limpide : édifier un monde plus sûr et plus stable.

La situation dans laquelle se trouve actuellement le monde est complexe et prête à confusion. Au

Kazakhstan, nous déplorons sincèrement les informations qui nous parviennent chaque fois que de nouvelles personnes sont victimes du terrorisme, des guerres et des conflits qui trouvent leurs racines dans la xénophobie, l'intolérance religieuse et les contradictions de la civilisation. Parallèlement, les difficultés qui existent au niveau mondial ignorent, quant à elles, les différences raciales, ethniques et religieuses. Les dangers qu'elles posent affectent dans la même mesure toutes les nations et tous les peuples qui s'efforcent de vivre dans la paix et la compréhension, de faire de ce monde un monde meilleur pour nos enfants et de leur offrir un avenir plus radieux. Les difficultés qui existent au niveau mondial rendent indispensable la tenue d'un dialogue international à grande échelle sur les questions de la compréhension entre les cultures et entre les religions. Il n'y a pas d'autre choix possible que la compréhension, le respect et la tolérance mutuels. L'heure est venue pour les hommes d'État et pour les dirigeants religieux de se rassembler. Nous ne parviendrons pas à préserver le monde de la violence et du chaos si nous ne mettons pas en commun nos efforts.

Les nations n'abandonneront jamais leur identité historique, spirituelle et culturelle. Il s'agit d'un droit et d'une évolution tout à fait naturelle. Chaque culture, sans parler des religions, a le droit légitime d'exister librement et d'être respectée. C'est pourquoi, tout en reconnaissant et saluant la diversité des cultures, nous devrions faciliter de toutes les manières possibles l'évolution du monde moderne vers l'avènement d'une civilisation universelle fondée sur des valeurs communes de liberté, de tolérance et de compréhension. La notion d'unité dans la diversité est extrêmement pertinente dans le monde contemporain.

Nation où de nombreux groupes ethniques et confessionnels coexistent depuis des siècles, le Kazakhstan est disposé à contribuer au développement du dialogue mondial entre les religions et les cultures. Le Kazakhstan a toujours été un lieu de rencontre pour les grandes civilisations. L'esprit d'ouverture et de coopération a toujours fait partie des traditions et de la mentalité de notre peuple. Le Kazakhstan est la patrie qui a vu naître un penseur remarquable de l'Orient, al-Farabi, et un théologien éclairé de l'islam, Ahmed Yasawi. Les restes du Père Sebastian, qui a été béatifié par l'Église orthodoxe russe, se trouvent également dans mon pays. Un lieu sacré de la religion juive, la tombe d'un rabbin loubavitch, est également situé sur

notre territoire. Il existe aussi dans nos plaines interminables d'anciens temples bouddhistes. De nombreux groupes ethniques se sont exilés au Kazakhstan sous le régime totalitaire et ils ont tous trouvé refuge et hospitalité auprès des Kazakhs. Ces groupes ethniques sont désormais le pivot de l'institution unique qu'est l'Assemblée du peuple du Kazakhstan, ce qui témoigne d'une nouvelle réalité historique. Le Parlement du Kazakhstan a promulgué une loi qui confère un statut particulier à cette organisation en tant que centre d'échanges de tous les groupes ethniques résidant dans notre pays. Cette Assemblée a reçu le droit exclusif de nommer ses représentants aux fonctions de délégués à la Mazhilis, chambre basse du Parlement kazakh.

Le Parlement a récemment promulgué une loi nationale sur la liberté de religion et des organisations religieuses. Cette loi a été améliorée et amendée pour être rendue conforme aux normes internationales et à l'expérience tirée des pratiques à l'étranger. Depuis notre déclaration d'indépendance, il y a 17 ans, 1 500 mosquées, plus de 170 paroisses orthodoxes, plus de 30 églises catholiques, 20 synagogues et plus de 1 000 maisons de prière et missions protestantes ont été édifiées dans notre pays.

Depuis 2003, notre nouvelle capitale Astana a accueilli, à l'initiative du Président Nursultan Nazarbayev, deux réunions au sommet du Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles. Ce forum est devenu une tribune unique en Asie centrale pour mener un dialogue entre les religions. Je voudrais demander aux représentants de la communauté internationale d'apporter leur appui au troisième Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, qui doit se tenir les 1^{er} et 2 juillet prochains à Astana, et cette fois avec la participation de l'ONU.

Ce Congrès, récemment approuvé par son secrétariat, porte sur « le rôle des dirigeants religieux dans l'édification d'un monde de tolérance, de respect mutuel et de coopération ». Nous nous réjouissons d'y accueillir les représentants des gouvernements et communautés religieuses du monde entier en qualité d'invités à ce Congrès.

Nous pensons que les Congrès accueillis par le Kazakhstan ne portent pas préjudice, mais complètent plutôt les forums semblables organisés dans d'autres États. À cet égard, le Kazakhstan se félicite des efforts déployés par la Russie, l'Arabie saoudite, les

Philippines, le Qatar, le Japon, la Grèce, l'Italie et d'autres États pour promouvoir le dialogue entre les religions et les cultures.

Notre pays s'est joint au Groupe des amis de l'Alliance des civilisations mis en place par les Gouvernements turc et espagnol. Nous ne ménagerons aucun effort pour renforcer la coopération avec l'Alliance.

Comme l'a proposé notre chef d'État, l'Assemblée générale a déclaré que 2010 serait l'Année internationale du rapprochement des cultures. Nous appelons les pays à prendre des mesures concrètes par le biais de leurs programmes nationaux pour enregistrer des résultats positifs dans le cadre de cet échange important.

Le Kazakhstan entend également accueillir un forum mondial de l'entente spirituelle et du dialogue entre les cultures. Le mois dernier, un forum interministériel intitulé « Un monde commun : progresser grâce à la diversité », qui a rassemblé les Ministres des affaires étrangères de plus de 50 États et les représentants d'organisations internationales, s'est tenu dans notre pays. Ce rassemblement a constitué un résultat tangible dans la mise en œuvre de notre initiative visant à promouvoir le dialogue entre le monde musulman et l'Occident.

Le Kazakhstan va assurer en 2010 la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et, en 2011, de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). Dans le cadre de ses préparatifs à la présidence de l'OSCE, le Kazakhstan a adopté un programme unique intitulé « La voie vers l'Europe », qui définit les tâches principales dont il faut s'acquitter pour instaurer un dialogue étroit avec les institutions et les pays européens dans les domaines économique, politique et culturel. Dans le même temps, en tant qu'État séculier à population en majorité musulmane, le Kazakhstan a témoigné de sa volonté de mettre en œuvre le Programme d'action sur dix ans de l'Organisation de la conférence islamique.

Le Kazakhstan a toujours œuvré au renforcement du dialogue entre les différentes cultures et civilisations, ainsi qu'à la promotion d'une coopération active au sein des organisations internationales à cet égard. Notre expérience nationale a montré qu'il était possible, mais aussi nécessaire, de rapprocher les différentes cultures et religions dans le monde. Parallèlement, le Kazakhstan a démontré l'intérêt pratique de ce processus de rapprochement pour

garantir et renforcer le progrès socioéconomique des États.

Je voudrais enfin remercier le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et le Président de l'Assemblée générale, Miguel d'Escoto Brockmann, d'avoir pris la décision opportune et judicieuse de convoquer cette séance, qui marquera sans aucun doute un tournant dans la promotion des idées de coopération et de dialogue.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais remercier le Président du Sénat du Parlement de la République du Kazakhstan de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Kassym-Jomart Tokayev, Président du Sénat du Parlement de la République du Kazakhstan, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité nationale palestinienne

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Premier Ministre de l'Autorité nationale palestinienne.

M. Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité nationale palestinienne, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, c'est pour moi un honneur de souhaiter la bienvenue à l'ONU à S. E. M. Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité nationale palestinienne, et de l'inviter à prendre la parole devant cette Assemblée.

M. Fayyad (Palestine) (parle en arabe) : D'emblée, je voudrais remercier vivement le Président d'avoir convoqué cette importante séance. Nous sommes heureux et honorés de le voir présider la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Je voudrais également, au nom de S. E. le Président Mahmoud Abbas, remercier vivement le Gardien des deux saintes mosquées, Sa Majesté Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud, Roi d'Arabie saoudite, pour les efforts nobles et constants qu'il déploie afin de diffuser une culture de tolérance et de compréhension entre les religions et pour avoir lancé l'initiative internationale visant à promouvoir le dialogue entre les religions et les cultures.

Je viens de la terre des messages divins adressés à l'humanité, la terre de Palestine, où la tolérance s'enracine dans l'histoire du peuple palestinien arabe.

Sur les traces des prophètes qui ont foulé cette terre bénie et dans un esprit de loyauté totale au legs spirituel, culturel et de la civilisation palestinien qui a épousé la tolérance et la coexistence entre les religions à travers les siècles, le peuple arabe palestinien – tant les musulmans que les chrétiens – a préservé sa culture fondée sur la tolérance et la coexistence, malgré l'injustice historique dont il est victime depuis plus de 60 ans. En fait, les Palestiniens ont répondu à tous les appels à la prière lancés par tous les temples, mosquées et églises du monde par un hymne à la compassion, l'amour et la paix.

Je viens de Jérusalem et de Bethléem, villes de paix et d'amour, qui ont épousé et promu la coexistence à travers les âges, et dont les populations subissent aujourd'hui l'isolement et la cruauté découlant du siège, des murs, de la discrimination, de la destruction de leurs foyers et de la confiscation de leurs cimetières. Elles se tournent vers cette Assemblée pour briser les chaînes de l'occupation et mettre fin à l'injustice qui n'ont causé que haine, peur, intolérance et méfiance.

Notre monde souffre toujours de toutes les formes de l'extrémisme religieux, de la discrimination raciale et de l'occupation étrangère qui causent la haine, le fanatisme, l'intolérance et la bigoterie, contraires aux objectifs et principes de la Charte de l'ONU qui appelle à des efforts conjoints pour renforcer les relations internationales et fournir les moyens permettant d'édifier une société humaine exemplaire. Cela implique l'élargissement et l'approfondissement du dialogue et son affirmation en tant qu'instrument civilisé de coopération, sécurité, paix et bien-être.

Bien que plus de 63 années se soient écoulées depuis l'adoption de la Charte et ses idéaux de tolérance, de coexistence et de paix sur terre, de nombreux peuples du monde continuent de pâtir de pratiques et politiques irrationnelles et irresponsables, qui sont régies par l'arrogance du pouvoir et le sentiment d'une supériorité religieuse, raciale ou ethnique.

D'autre part, les forces du bien, dans toutes les religions, se sont toujours opposées à ceux qui prônent l'extrémisme, l'affrontement et la suprématie. Les forces du bien sont souvent parvenues à lutter contre ces phénomènes odieux et ont contribué au succès d'un modèle basé sur la coexistence, contribuant ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationales, et

encourageant des relations amicales entre les nations et les peuples sur la base du respect mutuel pour l'égalité des droits des peuples, notamment le droit à l'autodétermination.

Là réside l'importance de cette noble initiative en faveur du dialogue interreligieux et de la tolérance religieuse, tels que représentés par la mosaïque de la diversité humaine et requis par la somme des expériences humaines, qui ont montré que les civilisations ne sont pas apparues dans l'histoire de l'humanité sans avoir interagi avec les autres civilisations.

Le Président assume de nouveau la présidence.

C'est ce qui a permis à l'humanité de forger la valeur commune de la coexistence, qui appelle à la liberté et à l'égalité entre tous les êtres humains, sans distinction de race, de religion, de culture, et à l'établissement de la justice et la paix dans le monde. En réalité, la tolérance et la coexistence entre les religions sont des exigences préalables à la vie humaine et à la coexistence entre les êtres humains.

Afin de préserver ces nobles exigences préalables, auxquelles toutes les religions ont appelé, nous devons promouvoir et renforcer le dialogue destiné à établir la paix entre les êtres humains, à éviter les conflits, à éliminer tous les actes d'agression et d'arrogance, à assurer le respect des différences entre les religions, les cultures et les civilisations, et à encourager la quête d'une interaction positive entre les civilisations, les cultures et les religions.

Il incombe à tous les États Membres, collectivement et individuellement, de travailler ardemment sous l'égide de l'ONU à préserver le respect mutuel entre les religions, à maintenir le droit à la croyance religieuse et à la dignité humaine, et à affermir la pleine égalité des droits par la promotion d'une culture de tolérance et de compréhension.

La seule façon d'y parvenir est d'emprunter la voie du dialogue dans un cadre de relations internationales, et de traiter les causes profondes qui nourrissent l'intolérance et l'extrémisme sous toutes leurs formes. Nous devons également œuvrer à bâtir des communautés fondées sur une tolérance religieuse réelle et sur la non-discrimination pour des motifs de religion, de race, de couleur et de sexe.

Nous devons également apporter une réponse décisive au phénomène de la diffamation des religions et de leurs symboles et à ceux qui allèguent

l'inévitabilité d'un choc des civilisations. La diffamation et les caricatures stéréotypées des peuples doivent cesser.

Dans ce contexte, nous soulignons l'importance de l'Appel de la Mecque, publié par la Conférence islamique internationale pour le dialogue, organisée en juin 2008 sous les auspices du Gardien des deux saintes mosquées, Sa Majesté le Roi Abdullah bin Abdulaziz Al-Saud, et de la Déclaration de Madrid faite durant la Conférence mondiale sur le dialogue, en juillet dernier.

La communauté internationale est confrontée à une responsabilité globale et à un défi majeur, celui d'apporter une réponse ferme à tous les phénomènes odieux et préjudiciables à la coexistence. Elle doit élaborer des politiques et des approches promouvant le respect des conventions et des traités et reléguant ce côté sombre de l'histoire humaine dans le sombre et douloureux passé, au lieu de le laisser continuer de menacer notre présent et notre avenir. Nous n'avons d'autre choix que de venir à bout de ces phénomènes abominables et de leurs instigateurs et d'y mettre fin, car les conséquences d'un échec seraient catastrophiques pour l'avenir de toute l'humanité.

S'agissant de tolérance religieuse, nous devons parler de Jérusalem, la ville de la paix, la terre des prophètes, la première des deux Qibla, et le troisième des lieux saints de l'Islam, le lieu de l'ascension du prophète Mahomet, que la paix soit sur lui, et le lieu de la résurrection de Jésus-Christ, que la paix soit sur lui.

La Ville sainte a souffert de l'occupation depuis plus de 41 ans. Durant tout ce temps, elle a subi une série de pratiques et de violences destinées, en essence, à altérer son caractère et son statut. En témoignent, par exemple, le harcèlement de ses habitants palestiniens, tant musulmans que chrétiens, les tentatives visant à les contraindre d'abandonner Jérusalem et le fait accompli imposé sur le terrain, qui compromet les chances d'un accord sur le statut définitif de la Ville sainte.

Le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et d'autres organes ont adopté de nombreuses résolutions sur ce sujet, qui ont toutes réaffirmé que l'ensemble des mesures prises par Israël, puissance occupante, pour imposer ses lois, sa juridiction et son administration sur le secteur occupé de Jérusalem sont illégales, nulles, non avenues et sans aucune validité. Ces résolutions ont également appelé à la cessation de toutes les violations du caractère sacré de Jérusalem.

Malheureusement, cependant, aucune de ces résolutions n'a été respectée ou appliquée. C'est pourquoi nous soulignons à cette occasion que toute situation dans laquelle des lieux saints sont violés ou dans laquelle un groupe ou une religion tente d'imposer un contrôle, quel qu'en soit le prétexte, est inacceptable. La poursuite du silence face à une situation aussi injuste menace les fondements de la tolérance religieuse et ne mène qu'à l'escalade du conflit et à davantage d'intolérance et de haine.

Il est donc impératif que la communauté internationale apporte à Jérusalem et à ses habitants la protection qu'ils méritent, qu'elle remédie à toutes les pratiques illégales qui s'opposent aux principes de justice et aux règles du droit international, et qu'elle protège la ville et son statut spirituel, religieux et culturel unique, comme le prévoient les résolutions pertinentes des Nations Unies sur cette question. Cet appui apaisera sans aucun doute les tensions, les peurs et la haine, tout en encourageant le dialogue en faveur de la réalisation des objectifs recherchés de liberté, de paix et de tolérance.

Aucune déclaration faite depuis cette tribune, ou dans toute autre enceinte, à propos de Jérusalem ne peut changer le fait historique que Jérusalem-Est est un territoire palestinien occupé depuis le 5 juin 1967, ni écarter la nécessité d'appliquer les résolutions pertinentes et légitimes sur le plan international, particulièrement en ce qui concerne le retrait israélien de la ville et des autres territoires palestiniens occupés.

Le choix du peuple palestinien, tel qu'affirmé et précisé dans l'Initiative de paix palestinienne de 1988, établit Jérusalem-Est comme capitale d'un futur État palestinien indépendant. C'est pourquoi le peuple palestinien attend de la communauté internationale qu'elle lui apporte sans tarder une assistance effective, visant à mettre un terme à l'occupation et à lui permettre d'exercer ses droits légitimes, en premier lieu le droit d'établir son État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, suivant les frontières de 1967. Ainsi se profilera la fin de l'intolérance, de la haine et du racisme. La paix, la sécurité et la stabilité de toute la région en dépendent.

Cet aboutissement permettra à tous les peuples de toutes les religions et de toutes les nationalités de se rendre à tout moment et librement dans les lieux saints. C'est ce à quoi la population palestinienne, musulmans et chrétiens confondus, a été habituée tout au long de l'histoire, et qu'elle attend résolument de voir se

poursuivre, pour le bénéfice de tous les croyants de toutes les religions monothéistes.

C'est un engagement pris par le peuple palestinien dans la Déclaration d'indépendance de 1988, ainsi que dans les principes constitutionnels régissant les travaux de l'Autorité nationale palestinienne. Aujourd'hui, nous renouvelons cet engagement devant vous.

Les murs de la vieille ville de Jérusalem-Est renferment les minarets de la mosquée Al-Aqsa et les cloches de la basilique de la Nativité, qui, avec chaque caillou, chaque pierre, chaque angle de ses rues et de ses quartiers, représentent la somme des capacités considérables dont fait preuve la ville pour abriter la coexistence entre les civilisations et les cultures, et donnent l'espoir à ses habitants de mettre fin à l'occupation.

Ne laissons pas faiblir cet espoir ou l'espoir de toutes les mères de la Ville sainte au milieu des appels lancés par Um Kamel Al-Kurd pour que lui soit restitué son logement confisqué par les colons. Nous en avons la responsabilité.

Les souffrances de la population palestinienne restent égales, en matière de déplacement, d'exil, de confiscation des terres et des ressources en eau, de l'accélération sans précédent des implantations, de son exposition aux actes terroristes perpétrés par les colons et du siège pesant qui lui est imposé, notamment dans la bande de Gaza, où la liberté de plus de 1,5 million de personnes est entravée. Cette réalité met en danger les efforts internationaux visant à établir la paix, sur la base de la solution des deux États, suivant les frontières de 1967, solution qui a reçu un appui international consensuel et l'approbation économique, politique et morale de la communauté internationale.

Ceci exige une intervention pour s'assurer que toutes les parties mettent en œuvre les résolutions de l'ONU et respectent les principes et les fondements de la justice et les dispositions du droit international. Je suis sûr que les États Membres comprennent que les résultats et les répercussions de cette inaction affectent non seulement les peuples palestinien et israélien, mais aussi l'ensemble de la région, ainsi que la paix et la sécurité internationales. On doit également comprendre ce que l'initiative de paix arabe apporte, notamment de vastes perspectives pour mettre un terme au conflit dans notre région et instaurer la paix, la sécurité et l'harmonie.

Ceci devrait nous inciter tous à intensifier nos efforts et à nous engager sérieusement à régler ce conflit qui dure depuis des décennies, à mettre fin à la plus longue occupation des temps modernes et à permettre à notre peuple de réaliser son droit à l'autodétermination et son droit d'établir un État indépendant avec Al Qods Al Charif pour capital sur la base des frontières de 1967. Cela ouvrirait la voie à de réelles possibilités de coopération et de coexistence. Cela consoliderait les principes de la tolérance et clorait ce chapitre tragique, permettant ainsi à notre peuple de construire son propre avenir et de contribuer activement au progrès et à la prospérité de l'humanité.

Lorsqu'un représentant de la Palestine a parlé pour la première fois de cette tribune, le regretté Président Yasser Arafat a brandi un rameau d'olivier, symbole de paix dans la terre de paix. Le rameau d'olivier est profondément ancré dans notre terre comme symbole de coexistence et de tolérance. Aujourd'hui, je tiens à réaffirmer à cette Assemblée générale son message tel qu'il est énoncé dans la déclaration d'indépendance de l'État de Palestine. Dans deux jours, nous commémorerons cette déclaration qui a été rédigée par le grand poète Mahmoud Darwish, aujourd'hui disparu, le poète de la Palestine et de l'humanité, dont le corps a été accueilli par la terre de Palestine alors que Palestiniens, jeunes et vieux, lui disaient adieu en tant que symbole de notre nationalisme et de notre culture nationale.

Je réaffirme, ici et maintenant, que le peuple de Palestine, musulmans et chrétiens confondus, aspire à la paix et à la justice et qu'il est attaché aux principes de la coexistence pacifique. Nous continuerons d'œuvrer, de manière responsable et dans les limites du possible, avec toutes les nations et tous les peuples pour parvenir à une paix durable basée sur la justice et le respect, une paix qui permet au potentiel de l'humanité de s'épanouir pour promouvoir et réaliser le bien-être et la prospérité de chacun, et où la compétition stimulera la créativité de la vie et où l'on n'aura pas peur du lendemain parce que nous sommes convaincus que le lendemain apportera, avant tout, sécurité à ceux qui respectent la justice et non son contraire.

Pour terminer, je tiens à assurer l'Assemblée que nous continuerons de faire tous les efforts possibles pour ne plus être des victimes de l'histoire mais pour participer à son devenir, pour le bien de l'humanité et pour apporter de plus vastes perspectives à l'humanité.

Nous sommes certains que cette Assemblée nous aidera dans notre entreprise.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne pour la déclaration qu'il vient de faire.

M. Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M^{me} Elizabeta Kancevska-Milevska, Ministre de la culture de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

M^{me} Kancevska-Milevska (ex-République yougoslave de Macédoine) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur, d'avoir convoqué cette séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale. La forte participation de hautes personnalités reflète le désir permanent de promouvoir le dialogue et la coopération entre les religions et les cultures. À cette fin, je voudrais également remercier le Royaume d'Arabie saoudite d'avoir appelé à la tenue de cette réunion et d'avoir joué un rôle important pour renforcer nos efforts conjoints.

En septembre dernier, de cette même tribune, j'ai dit qu'au cœur de la tradition culturelle de la République de Macédoine se trouve son ouverture aux autres cultures. Sa coopération internationale vise ainsi à promouvoir les valeurs de son patrimoine. Malgré de nombreux défis à relever, je suis certaine que la République de Macédoine peut être un excellent exemple de la façon dont la compréhension et le dialogue interculturels, interethniques et interreligieux peuvent être maintenus et promus au niveau national. Je suis profondément convaincue que nous avons le devoir de partager nos expériences et d'apprendre les uns des autres; et cette réunion multilatérale nous fournit le meilleur cadre pour propager ce message, un message d'une culture de paix.

À cet égard, je voudrais informer l'Assemblée que l'année dernière à Ohrid, la République de Macédoine a accueilli la Conférence mondiale sur le dialogue entre les religions et les civilisations. La Conférence, qui a réuni des centaines de chefs religieux et politiques et des intellectuels du monde entier, a offert une occasion de discuter ouvertement de la façon dont nous pouvons susciter une plus grande volonté politique, nécessaire pour éliminer les stéréotypes et les idées fausses communément admises

entre les différentes religions et cultures. Cela implique des efforts constants d'éducation sur les valeurs humaines fondamentales qui sont communes à toutes les religions et à toutes les cultures et la mise en place de nouvelles voies de communication et de dialogue. La déclaration adoptée à la Conférence a été distribuée comme document officiel de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix ». La conférence de suivi aura lieu en 2010, et nous comptons sur une forte participation de toutes les personnes présentes ici.

L'organisation de cette importante conférence mondiale en République de Macédoine fait suite à plusieurs conférences et forums régionaux importants tenus dans notre pays, dont les suivants : le Forum régional de chefs d'État de l'Europe du Sud-Est sur le dialogue des civilisations, qui a eu lieu en août 2003 à Ohrid sous les auspices du Président Boris Trajkovski, et coprésidé par le Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, dans le cadre de la Décennie pour le dialogue entre les civilisations de l'ONU et de l'UNESCO; une conférence sur le dialogue interreligieux dans les Balkans, qui a eu lieu en mai 2006 à Ohrid, et la Troisième Conférence ministérielle sur les biens culturels dans le Sud-Est européen consacrée à « A Bridge towards a shared future » (Un pont vers un avenir commun), organisée en novembre 2006 à Ohrid en coopération avec le Bureau Régional pour la science et la culture en Europe de l'UNESCO.

Je tiens également à souligner l'importance que la République de Macédoine attache à l'Alliance des civilisations. Nous sommes devenus membre du Groupe des amis de l'Alliance en avril 2007.

Toutes les personnes ici présentes savent que nous avons à renforcer notre action politique pour faire face à toutes les divisions, exclusions et déviations par rapport à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à d'autres instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et pour promouvoir notre diversité afin d'en faire un outil efficace de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Je voudrais donc réaffirmer que nous apprécions et appuyons les objectifs de l'Alliance, qui sont de contribuer à réduire la polarisation entre les sociétés et les cultures.

Je voudrais souligner que le respect de la diversité culturelle est au cœur des activités du Ministère de la culture et du Bureau pour la protection

du patrimoine culturel, de même que leur pratique intensive, présentation et développement. Nos programmes annuels sur la culture et le droit de la culture, qui ont une dimension civique, sont une bonne façon de promouvoir cet objectif. Ce n'est que grâce à un dialogue ouvert et continu, établi dans un plein respect mutuel de la diversité et des valeurs des autres, que la paix peut être préservée, les aspirations communes réalisées, et les idéaux les plus nobles du monde moderne suivis.

La diversité culturelle est source de trésors et d'avantages, car des traditions culturelles diverses ont un fort potentiel créatif et artistique. En même temps, elles constituent des instruments de paix, de compréhension mutuelle et de respect. Le garantie et la concrétisation des droits culturels et de l'égalité entre les groupes ethniques et nationaux dans chaque pays garantissent la stabilité et le développement durable de la société. C'est pour cette raison que la République de Macédoine a adopté l'importante Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et que nous célébrons le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme avec différentes activités. La République de Macédoine a décidé de coparrainer le projet de résolution proposé par les Philippines et le Pakistan, comme elle l'a fait précédemment.

Je voudrais terminer en exprimant notre certitude que les délibérations d'aujourd'hui seront un pas important vers la réalisation de nos objectifs communs en identifiant les moyens pour avancer et en rassemblant et construisant un réseau et des partenariats efficaces entre les principales parties prenantes.

La culture est un domaine auquel nous devons prêter une grande attention et que nous ne devons négliger sous aucun prétexte. Le Gouvernement de la République de Macédoine prêche une grande attention à la culture et aux processus qui lui sont liés dans notre pays et consacre beaucoup d'énergie et de moyens à son amélioration et son développement. Nous travaillons à accroître l'intérêt pour nos valeurs et nos intérêts culturels nationaux grâce à la mise en place d'un système financier efficace, sur des assises solides qui incluent des critères, des priorités et des principes fondés sur les normes européennes.

La politique culturelle du Gouvernement de la République de Macédoine est fondée sur les processus

politiques, économiques, sociaux et de développement humain du pays et pleinement compatible avec ses politiques mondiales.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. E. Ahamed, Ministre d'État aux affaires étrangères de l'Inde.

M. Ahamed (Inde) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de représenter l'Inde à cette importante réunion. L'Inde se félicite de l'initiative du Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite, visant à promouvoir un dialogue interconfessionnel de haut niveau. À la lumière des défis actuels, l'effort de Sa Majesté pour propager la compréhension et la bonne volonté parmi les peuples du monde est louable et vient à point nommé. Il nous permettra de mieux travailler ensemble dans un véritable partenariat pour un ordre mondial pacifique et équitable.

De même qu'un véritable partenariat repose sur une meilleure compréhension, les bases de cette meilleure compréhension reposent sur la bonne volonté, la tolérance, l'ouverture à des points de vue différents. Un véritable partenariat découle d'une volonté de s'engager mutuellement dans un dialogue basé sur l'égalité et le respect mutuel.

En Inde, nous nous efforçons chaque jour, d'un million de manières différentes, d'engager ce dialogue entre égaux. Cela fait partie intégrante du processus d'édification de notre nation en tant qu'entreprise partagée. Un tel dialogue est bien plus qu'une simple conversation sur des questions importantes, il se situe au cœur même de notre existence nationale.

Depuis des millénaires, le sous-continent indien a servi de refuge à d'innombrables courants de pensée religieuse et philosophique, et cela fait partie intégrante de notre tradition historique d'accepter toutes les religions et les expériences spirituelles comme véridiques et valables. L'Inde est le berceau de l'hindouisme, du bouddhisme et des croyances sikhes et jaïnes, alors que les grands enseignements de l'islam, du judaïsme, du christianisme et du zoroastrisme ont rapidement trouvé un terreau fertile sur nos côtes. Aujourd'hui, chacune des grandes religions mondiales a sa place en Inde, faisant ainsi de l'Inde une nation d'une diversité sans parallèle.

Ainsi, l'islam a prospéré dans notre sous-continent pour plus de 1 300 ans et l'Inde moderne compte 150 millions de membres de l'Oumma. En

d'autres termes, aujourd'hui, environ un musulman sur dix dans le monde est indien. Le christianisme également est arrivé sur nos côtes peu de temps après sa naissance en Terre sainte. En effet, la tradition chrétienne a atteint l'Inde bien avant d'atteindre la plupart des autres régions du monde. De même, les Juifs et les zoroastriens ont une longue histoire de pratique libre et pacifique de leur religion en Inde.

Le dialogue interreligieux et interculturel n'est pas chose nouvelle en Inde. Le premier dialogue philosophique entre l'Inde et l'Occident remonte au temps de la Grèce antique. Alors que l'islam s'établissait en Inde, il a rejoint le dialogue de notre civilisation. De ce dialogue ont émergé de nouvelles idées philosophiques, ainsi que toute la structure de la culture indo-islamique. Non seulement cette culture est représentée dans le passé historique de l'art ou de l'architecture de notre sous-continent, mais elle prospère également aujourd'hui dans de nombreuses sphères.

La quête de dialogue a aussi trouvé un écho dans la vie et les œuvres du père de notre nation, Mahatma Gandhi, qui voyait dans l'ouverture vis-à-vis d'autres cultures et traditions une source de force et de cohésion pour toute société. Pour citer le Mahatma,

« Je ne veux pas que ma maison soit murée de toutes parts, ni mes fenêtres bouchées, mais qu'y circule librement la brise que m'apportent les cultures de tous les pays. »

La tradition historique du dialogue en Inde a fait appel au respect de la connaissance, à une volonté de remettre en cause les idées et à une soif d'apprendre. Ainsi, par exemple, le Bouddha exhortait ses disciples à ne pas accepter ses croyances sans les remettre en cause. La tradition philosophique de remettre en cause les idées repose sur notre reconnaissance des conséquences qui s'ensuivraient si l'on permettait à une croyance de se transformer en foi aveugle. Cela trouve son expression dans la constitution même de l'Inde, qui déclare que notre nation est une république laïque tout en soulignant la liberté de religion et de culte, ainsi que le devoir de l'État d'inculquer une curiosité scientifique au peuple.

Alors que foi et croyance nous soutiennent dans notre recherche de réponses aux questions existentielles, dans nos vies quotidiennes, nous reconnaissons également l'importance de la science, de la curiosité scientifique, des pratiques sociales rationnelles et libérales, ainsi que la croissance

économique et la productivité qui peuvent nous permettre d'améliorer la vie de notre peuple. C'est pour cette raison que l'Inde nouvellement indépendante a accordé la même grande importance aux usines et aux universités qu'à ses lieux de culte, les percevant comme les temples de l'Inde moderne.

L'État dont je viens en Inde, le Kerala, est un exemple remarquable de cette tradition de la promotion du dialogue et de l'entente que l'on trouve dans mon pays. À travers les siècles, le Kerala a assisté au mélange pacifique de diverses cultures et religions. Le Kerala était l'État où les commerçants musulmans arabes sont pour la première fois arrivés en tant que messagers de la foi islamique. Le village de Methala, non loin de la ville de Cranganore au Kerala, abrite la première mosquée construite dans le sous-continent indien, la Cheraman Juma Masjid. Elle a été construite vers l'an 629, du vivant du Prophète.

Nos archives historiques montrent également qu'en l'an 52, Saint Thomas, l'un des 13 apôtres du Christ, a introduit le christianisme au Kerala, en débarquant sur ses côtes à bord du bateau d'un marchand juif. Le navire est arrivé à un port qui abritait un grand groupe de commerçants juifs et non juifs, notamment originaires de Rome, de Syrie et d'ailleurs. En effet, c'est également au Kerala que le peuple juif a construit ce qui est aujourd'hui une des plus vieilles synagogues au monde. Aujourd'hui, la population du Kerala se divise de façon pratiquement égale entre hindous, musulmans et chrétiens.

Le dialogue entre les différentes cultures et religions est également important, car c'est précisément en l'absence d'un tel dialogue et d'une telle entente que l'intolérance, le fanatisme et la violence prospèrent.

Voilà pourquoi, entre autres, les idéologies extrémistes, la violence et le terrorisme se sont développés dans un monde dans lequel nous semblons nous éloigner toujours plus du dialogue et de l'entente. Il est incontestable que le terrorisme, manifestation de l'extrémisme, de l'intolérance et de la violence, est l'antithèse de toute religion. Tous les actes d'extrémisme et d'intolérance vont à l'encontre des enseignements fondamentaux de toutes les religions, toutes les croyances étant fondées sur les valeurs universelles de paix, de bonté et d'humanité. Aucune religion ne pardonne la violence ou le meurtre d'êtres humains.

En Inde, nous sommes troublés par la montée de l'intolérance dans le monde. Nous sommes troublés par l'augmentation des ressources, notamment financières, mises à la disposition de groupes violents et intolérants qui font un usage pernicieux de la religion afin de justifier et diffuser leurs programmes extrémistes. Les efforts visant à contrer ces tendances détournent l'attention et les ressources, pourtant si nécessaires, des activités de développement dans un pays comme le nôtre. De plus, les activités destructives de tels groupes peuvent avoir éventuellement de graves conséquences pour la stabilité sociale, la paix et la tranquillité.

Il est donc plus urgent que jamais que les nations du monde se réunissent afin de s'attaquer à ces maux. Les sociétés modernes ne peuvent et ne doivent pas tolérer l'extrémisme et la violence. Ceux qui, consciemment ou inconsciemment, sont complices de l'extrémisme et du terrorisme feraient bien de se souvenir que ce sont là des monstres qui ne disparaîtront peut-être pas facilement.

Nous devons envoyer un message clair, soulignant l'importance de la tolérance envers les convictions et croyances d'autrui. La Charte des Nations Unies proclame que les peuples des Nations Unies sont résolus à pratiquer la tolérance et à vivre en paix l'un avec l'autre. Nous devons mettre l'accent sur le fait que les États Membres ont la responsabilité de tout mettre en œuvre pour promouvoir le respect et la tolérance. À terme, cependant, nous devons créer une plate-forme plus large reposant sur la tolérance et mettant en relief l'égalité fondamentale de toutes les traditions culturelles, religions et croyances, ainsi que la vérité essentielle que tous les êtres humains sont égaux devant leur créateur.

Le monde abrite une telle diversité de croyances et cultures que des initiatives volontaristes fondées sur le dialogue sont essentielles pour garantir une meilleure compréhension entre les peuples. De tels dialogues devraient améliorer la compréhension mutuelle et limiter les malentendus et les appréhensions. De fait, ils devraient avoir pour vocation de célébrer la diversité infinie qui compose notre monde.

Pour terminer, je voudrais citer le saint vénéré et réformateur social du Kérala, Sri Narayana Guru. Dans un message adressé à la conférence œcuménique de 1924, il s'est exprimé en ces termes :

« Ce grand Parlement des religions montre on ne peut plus clairement que le but ultime de toutes

les religions est le même. Les adeptes des différentes religions n'ont donc aucun besoin de se laisser entraîner dans des conflits réciproques. »

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Carlos Morales Troncoso, Ministre des affaires étrangères de la République dominicaine.

M. Morales Troncoso (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Avant tout, je voudrais féliciter ceux qui ont favorisé la tenue, dans cette enceinte où viennent aboutir tous les conflits entre groupes nationaux belligérants ou entre nations, du débat qui nous réunit aujourd'hui sur les thèmes du dialogue et de la culture de paix. En l'occurrence, nous tenons particulièrement à féliciter le Chef du Gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, pour son idée de l'Alliance des civilisations et pour avoir favorisé la tenue d'un premier forum sur ce thème.

Nos félicitations s'adressent aussi au Royaume d'Arabie saoudite, en la personne du Roi Abdullah bin Abdulaziz Al-Saud, pour cette proposition d'un dialogue entre les religions, et à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'hôte de cette rencontre et pour l'attention prioritaire qu'elle a toujours accordée au thème du dialogue entre les civilisations depuis que l'idée en a été lancée il y a plus de 10 ans.

De la même façon, nous saluons l'initiative du Secrétaire général Ban Ki-moon de désigner un Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations.

Dans notre esprit, il ne fait aucun doute que le monde pacifique auquel nous aspirons ne sera un objectif réalisable que lorsque ces thèmes domineront tous les programmes de débat entre voisins, entre pays, entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et fidèles de toutes les religions, et entre représentants de toutes les cultures.

Si nous vivons dans un monde de conflits, nous devons en chercher la cause dans un abandon de la culture du dialogue ou dans une conceptualisation erronée de son usage ou de ses desseins. Nous voyons fréquemment des groupes qui envisagent le dialogue comme quelque chose qu'il n'est pas : comme une stratégie de domination ou comme un subterfuge pour s'imposer à ses interlocuteurs.

Dialoguer n'est pas imposer nos croyances, imposer nos points de vue ou notre culture à autrui.

Dialoguer est le plus efficace des efforts de compréhension visant à établir et renforcer une relation de coopération, de tolérance, mais surtout de respect mutuel. Le dialogue ouvre la voie à l'examen de nos différences, au partage d'idées. C'est un moyen de mettre à bas la jalousie, la défiance, et de promouvoir le rapprochement d'où naît l'acceptation de la diversité qui caractérise tous les êtres humains sans exception.

C'est pourquoi, ici, nous devons non seulement dialoguer, mais encore promouvoir le dialogue comme voie vers la solution des problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant qu'individus ou en tant que nations, dans un monde si interdépendant que les conflits les plus lointains géographiquement tendent toujours, mais toujours, à avoir des répercussions à l'échelle planétaire.

La promotion du dialogue implique la lutte pour le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, car la paix – à laquelle nous aspirons tous – permet aux êtres humains de vivre dans un climat de justice et de respect de leurs droits fondamentaux. Si nous encourageons le dialogue et parvenons à une culture de paix, nos pays rempliront l'une des principales responsabilités auxquelles ils se sont engagés en devenant Membres de l'Organisation : l'engagement en faveur du règlement pacifique de tous les conflits.

Nous reconnaissons tous que la triste réalité veut que les conflits, comme les incendies, de propagent toujours. Nous reconnaissons tous que la triste réalité veut que les conflits, à l'instar des catastrophes naturelles, ont tendance à causer la mort, à détruire les moyens de production des pays, à paralyser les économies et à plonger les peuples dans l'insécurité et le désespoir. C'est une réalité que nous constatons quotidiennement et que nous voyons se répéter presque régulièrement, avec une aggravation des situations politiques, économiques, sociales ou environnementales qui causent déjà des épreuves et des souffrances immenses à différents peuples.

C'est donc une chance que la promotion du dialogue soit l'un des principaux points de notre ordre du jour. Nous sommes convaincus que ce n'est que par le dialogue que nous pouvons espérer atteindre l'idéal d'une vie dans un monde en paix. Nous nous demandons tous pourquoi. Parce que le dialogue nous rapprochera, nous permettra d'entendre ce que les autres ont à dire et nous aidera à comprendre leur raisonnement, à les comprendre et à les accepter tels

qu'ils sont. La compréhension et l'acceptation permettront la coexistence et la coexistence sera toujours la garante de la paix pour chacun de nous.

Peu importe que les religions qui nous rapprochent de Dieu ritualisent la pratique de leur foi de façons différentes et peu importe qu'elles se fondent sur différents livres saints. Au bout du compte, nous sommes tous les membres d'une même famille, la race humaine, et Dieu, le Créateur, est un. Nous savons qu'il existe toujours des fondamentalismes religieux exclusivistes dont les partisans ont la conviction qu'ils ont un monopole sur les vérités spirituelles transcendantes. Cependant, la religion, qui est le moyen par lequel chaque être humain communique avec Dieu, s'oppose par essence à la discrimination, à la violence, à la haine, à l'hostilité et au conflit.

M. Beck (Îles Salomon), Vice-Président, assume la présidence.

Qui peut prétendre parler sans mentir s'il dit qu'il aime Dieu et qu'il hait son frère? Mon pays a bon espoir que cette Conférence mondiale sur le dialogue sera aussi fructueuse que ses organisateurs l'espèrent et qu'elle deviendra le signe annonciateur d'une ère de compréhension, de coopération, de compassion et de paix qui nous conduira à un monde dans lequel prévaudront la liberté et la justice.

Même si ce monde est exempt de violence, de discriminations et de conflits, ce ne sera pas pour autant un monde de quiétude ou dans lequel nous serons tous dans un état permanent de contemplation. Comme l'histoire le prouve, les êtres humains sont toujours en lutte. C'est pourquoi nous souhaitons terminer notre déclaration en répétant les mots du célèbre intellectuel latino-américain Germán Arciniegas, qui a affirmé que si la paix devait advenir, ce devrait être une paix active.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M^{me} Carina Christensen, Ministre de la culture du Danemark.

M^{me} Christensen (Danemark) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette importante séance. Je voudrais également remercier le Royaume d'Arabie saoudite d'avoir pris l'initiative de cet événement majeur. Le Danemark apprécie réellement les efforts de promotion du dialogue interreligieux. La présence d'un nombre impressionnant de participants à

la séance d'aujourd'hui démontre l'engagement de nombreux pays en faveur de ses objectifs.

Le Gouvernement danois attache beaucoup d'importance à l'intensification du dialogue interculturel et de la compréhension, en vue d'assurer le développement dynamique et pacifique des relations internationales. Le dialogue interreligieux fait partie intégrante de cet effort et lui est indispensable. C'est pourquoi le Gouvernement danois appuie plusieurs initiatives de dialogue interreligieux au Danemark et à l'étranger. Le Danemark participe activement au processus de Dialogue interreligieux de la Réunion Asie-Europe et il a participé à la réunion Asie-Europe qui s'est tenue à Amsterdam en juin. De même, le Gouvernement danois appuie activement plusieurs initiatives de dialogue interreligieux menées par l'Église danoise. Cet été, une délégation venue de l'Afghanistan a effectué une visite de dialogue interreligieux au Danemark, et les églises danoises ont contribué à l'organisation au Danemark, en février dernier, d'une conférence pour la réconciliation des Iraquiens.

Le Danemark attache une importance particulière à la promotion du dialogue entre les jeunes. Dans un monde en perpétuelle mutation comme le nôtre, il nous faut bien réfléchir au message que nous transmettrons aux générations futures. L'éducation est peut-être le moyen le plus efficace d'aborder de façon pacifique la question de la diversité culturelle et religieuse.

L'éducation doit mettre davantage l'accent sur les valeurs communes, telles que la tolérance, la compréhension mutuelle, le respect de la diversité culturelle, ethnique et religieuse; la protection et la promotion des droits de l'homme universels, y compris les droits des minorités religieuses, ainsi que l'acceptation de la non-violence et des principes de coexistence pacifique. C'est la raison pour laquelle le Danemark a été fier d'accueillir en octobre la Conférence de Copenhague intitulée « L'éducation pour la compréhension et le dialogue interculturels ». La Conférence a été organisée et parrainée par un groupe impressionnant d'organisations internationales et nationales attachées à l'objectif de la Conférence, à savoir l'UNESCO, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science, le Conseil de l'Europe, la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les

cultures, le Centre danois pour la culture et le développement et l'Alliance des civilisations.

L'un des trois principaux thèmes de la Conférence de Copenhague était précisément la façon de combattre les préjugés stéréotypés sur les religions et les croyances dans nos systèmes éducatifs. Nous espérons sincèrement que les recommandations d'experts issus de la Conférence serviront d'inspiration aux praticiens dans le monde entier, et que ce sera aussi le cas de la séance d'aujourd'hui.

Il est important que nous-mêmes, en tant que dirigeants responsables, encourageons la tolérance et la compréhension mutuelle afin d'éviter l'apparition de conflits et de la haine entre les peuples pour la simple raison qu'ils n'ont pas les mêmes cultures, les mêmes croyances ou la même apparence. Si nous n'assumons pas cette tâche, qui le fera?

Lorsqu'il s'agit de jeter des ponts entre les cultures et les religions, le Danemark attache la plus haute importance à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux autres conventions internationales dans le domaine des droits de l'homme. Le lieu où nous nous trouvons aujourd'hui nous rappelle que des principes tels que la liberté d'expression et la liberté de religion ou de croyance devraient former la base de toutes les initiatives visant à promouvoir le dialogue interculturel et interconfessionnel.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Kerry O'Brien, sénateur et membre du Comité mixte permanent chargé des affaires étrangères et du commerce d'Australie.

M. O'Brien (Australie) (*parle en anglais*) : Rien n'est plus important pour notre avenir et pour le bien-être de nos peuples respectifs que d'encourager une culture de paix dans le monde. L'Australie s'engage activement en faveur de la paix et de la compréhension, y compris à travers une série de politiques et d'initiatives qui encouragent des relations positives entre les peuples et au sein de chaque peuple. À cet égard, l'Australie continue d'attacher une grande importance à la coopération interconfessionnelle en tant que moyen de promouvoir le respect mutuel, la compréhension et la tolérance entre les différentes religions et cultures dans l'ensemble de notre région.

Voici ce qu'a déclaré cette année même le Premier Ministre australien, Kevin Rudd :

« Certains disent qu'il n'y a pas de place pour la foi au XXI^e siècle. Je dis qu'ils se

trompent. Certains prétendent que la foi est l'ennemie de la raison. Je dis qu'ils se trompent également, car la foi et la raison ont été de grands partenaires dans notre histoire humaine et le seront dans notre avenir ».

Pour l'ONU, ce jour est un jour historique. Que des dirigeants de différentes confessions se réunissent pour affirmer la nécessité d'utiliser ces différentes croyances pour construire un monde meilleur, c'est une occasion qui restera dans les mémoires. Le défi, maintenant, consiste à la transformer en véritables résultats, ayant un impact concret sur la vie des populations.

Nous saluons chaleureusement l'initiative prise aujourd'hui par les Philippines, et par la Présidente Arroyo elle-même, de promouvoir la Réunion ministérielle de l'ONU sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix, qui cherche à renforcer la compréhension entre les civilisations, les cultures et les religions. L'Australie fait désormais partie des membres de ce Dialogue et attend avec intérêt d'y participer pleinement lors de ses réunions à venir.

L'Australie se félicite également du rôle joué par le Roi Abdallah d'Arabie saoudite et par le Roi Juan Carlos d'Espagne pour promouvoir le dialogue mondial entre les religions, du 16 au 19 juillet 2008 à Madrid. Cet événement a rassemblé presque 300 dirigeants religieux, universitaires, des servants de cultes et représentants de nombreuses confessions importantes, et nous saluons ceux d'entre eux qui sont aussi présents aujourd'hui à New York.

La déclaration sur le dialogue œcuménique adoptée à Madrid englobe des thèmes très forts : l'idée du dialogue entre civilisations, les valeurs et l'éthique communes des religions et de l'humanité et l'importance fondamentale du respect, de la tolérance et de la compréhension, qui s'accordent à l'aspiration des habitants du monde à vivre en paix et en harmonie.

L'Australie soutient activement le Parlement des religions du monde, l'un des plus grands rassemblements œcuméniques du monde. À travers la rencontre régulière des communautés spirituelles et religieuses du monde, ce processus vise à encourager la compréhension et la coopération entre les religions. La prochaine réunion du Parlement, en 2009, aura lieu à Melbourne.

Outre ces processus, l'Australie participe aux travaux de l'Alliance des civilisations de l'ONU et a rejoint son Groupe d'amis en 2007. L'Alliance des civilisations est une initiative internationale qui vise à combattre l'extrémisme en encourageant la compréhension entre les cultures et les religions, se concentrant pour cela sur des projets dans le domaine des médias, de la jeunesse, de l'éducation et des migrations. En janvier 2008, l'Australie a saisi avec empressement l'occasion d'assister au premier Forum annuel de l'Alliance, à Madrid. En décembre 2007, l'Australie et l'Union européenne ont coorganisé un forum interconfessionnel de la jeunesse, en reconnaissance du rôle important qui incombe à la jeunesse dans la promotion de la paix.

Au niveau régional, l'Australie a pris l'initiative d'encourager la coopération interconfessionnelle par le biais du Dialogue interconfessionnel régional, processus que nous animons en partenariat avec l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines. Ce dialogue vise à rassembler des membres de différents groupes confessionnels afin de promouvoir la compréhension entre les communautés dans la région et d'appeler l'attention des dirigeants religieux sur le rôle qu'ils peuvent jouer pour mettre l'accent sur les opinions modérées au sein de leurs communautés.

Du fait de la diversité de religions et de cultures qui existe en Asie du Sud-Est, les dirigeants religieux sont idéalement placés pour édifier la confiance et la compréhension entre les différents groupes ethniques et religieux. Certes, les gouvernements peuvent et doivent prendre une part importante à la facilitation du dialogue et de la compréhension, mais ce sont les dirigeants religieux qui sont le mieux à même de travailler avec leurs communautés pour tisser des liens au niveau de ces communautés. Dans le même ordre d'idée, cependant, il est de la responsabilité de tous les membres de la société, y compris les responsables politiques, de mener dans toutes leurs activités un dialogue fondé sur les valeurs.

C'est précisément ce qu'a fait le Dialogue interconfessionnel régional, grâce au fort soutien des gouvernements impliqués, en offrant un forum où les dirigeants religieux et communautaires puissent se rencontrer pour partager leurs expériences. L'Australie aimerait féliciter les Gouvernements d'Indonésie, des Philippines, de la Nouvelle-Zélande et du Cambodge, qui ont accueilli les quatre premiers Dialogues interconfessionnels régionaux. L'Australie se réjouit d'accueillir le cinquième de ces Dialogues, en 2009.

Bien que la mise en place de ces initiatives régionales et internationales ait été extrêmement positive, l'Australie travaille également au renforcement de la cohésion sociale au niveau national en encourageant le respect, en assurant l'équité et en créant des possibilités de participation à la vie de la collectivité. Ce n'est pas uniquement au niveau des nations, ou même entre les nations, ou même entre les communautés au sein de ces nations, que nous devons encourager la paix et la compréhension, c'est aussi au sein des communautés elles-mêmes.

Notre plan d'action national de renforcement de la cohésion sociale, de l'harmonie et de la sécurité vise à renforcer la capacité d'adaptation des populations face à la menace de l'extrémisme, à travers des initiatives encourageant l'éducation interconfessionnelle et interculturelle dans les écoles, des activités culturelles et sportives de proximité et l'éducation sur les droits de l'homme et contre la discrimination. Ce plan d'action a permis de soutenir plus de 150 projets, dont la création d'un Centre national de hautes études islamiques.

La promotion de la compréhension interculturelle et de l'harmonie sociale est d'une importance cruciale pour la génération actuelle et les générations futures. L'Australie espère vivement poursuivre ses travaux sur le dialogue interconfessionnel et la cohésion sociale, à la fois sur son territoire et avec ses partenaires internationaux. À travers ce processus, nous espérons engendrer une culture durable de paix, de tolérance et de diversité dans le monde.

L'événement d'aujourd'hui ne peut rester isolé. Nous devons montrer de quelle manière une meilleure compréhension entre les cultures peut apporter une réponse à des divergences et différends internationaux de longue date, à des conflits internes et à l'oppression des faibles et des démunis.

Il est encourageant d'entendre, aujourd'hui, les dirigeants du monde tenir devant cette assemblée des propos fondés sur les valeurs. Cependant, pour reprendre les mots de Dietrich Bonhoeffer, pasteur et théologien allemand qui a payé de sa vie son opposition à l'État nazi et à l'Holocauste, « la soumission à la volonté de Dieu peut être une expérience religieuse, mais elle ne devient une expérience éthique que si elle se traduit en actions qui peuvent être reconnues par la société ».

Dans cet esprit, nous saluons particulièrement la déclaration positive prononcée aujourd'hui par le

Président israélien concernant l'Initiative de paix arabe, qu'il a qualifiée d'« ouverture sérieuse vers de véritables progrès ». Nous espérons que cette occasion sera saisie et soutenue par tous. Un mot d'avertissement, cependant : les fanatiques qui s'opposent à nous, répandant la haine, ne se laisseront pas facilement décourager. Ceux d'entre nous qui prônent la voie de la paix doivent montrer que notre détermination est encore plus forte.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Chef de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne.

M. Ettalhi (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : À sa soixante et unième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 61/221, intitulée « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre religions et cultures au service de la paix », et affirmé au paragraphe 1 de cette résolution que « la compréhension mutuelle et le dialogue entre les religions constituent des volets importants du dialogue entre les civilisations et de la culture de paix ». Cela a été réaffirmé à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale dans la résolution 62/90. L'Assemblée a également adopté la résolution 61/269, intitulée « Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix ».

En accord avec cette tendance significative et compte tenu des préoccupations continues de l'ONU dans ce domaine, nous saluons l'organisation de cette réunion de haut niveau aujourd'hui. Nous sommes convaincus de la nécessité urgente d'intensifier le dialogue entre les religions et les cultures et de le poursuivre en tant qu'outil pour atteindre les objectifs de l'ONU, tels qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies et réaffirmés par le Document final du Sommet mondial de 2005.

Tout d'abord, nous aimerions saluer les efforts importants engagés à cet égard par l'ONU, et en particulier par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par plusieurs organisations régionales et sous-régionales. Des éloges particuliers sont dus à l'Alliance des civilisations, établie par les Gouvernements turc et espagnol sous les auspices de l'ONU. Nous pensons que ces deux pays, de par leur histoire et leur situation géographique, sont bien placés pour jouer un rôle influent dans le dialogue entre les religions, les civilisations et les cultures.

Nous considérons que le monde se trouve actuellement à une étape décisive, dans laquelle il est impératif que nous parvenions à une compréhension mutuelle objective et réelle. Au cours des 30 dernières années, depuis la fin de la guerre froide, nous avons été témoins d'événements marquants – que je ne détaillerai pas ici – qui ont donné naissance à beaucoup d'idées fausses, et des éléments d'un passé lointain reviennent encore une fois au premier plan.

Malheureusement, cela a influé sur les actions politiques de certains, aboutissant à des violences, à des destructions et à des souffrances sans nom dans de nombreuses parties du monde. Nous devons reconnaître, d'abord et avant tout, que la principale victime – bien que non la seule – de ces événements et des réactions à ces événements, en particulier après le 11 septembre 2001, a été l'islam et les musulmans et en général. De façon regrettable, ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'islam est pris pour cible à la suite de malentendus, d'idées fausses ou d'une propagande empreinte de préjugés; mais la décennie actuelle a vu une intensification sans précédent de l'islamophobie. C'est peut-être dans le premier rapport de l'Observatoire de l'Organisation de la Conférence islamique sur l'islamophobie, présenté à la onzième session de la Conférence islamique au sommet à Dakar, que l'on trouve l'évaluation la plus claire et la plus honnête de ce phénomène. Pour citer ce rapport :

« Un des problèmes majeurs qui affectent aujourd'hui les relations internationales est la question de l'islamophobie. L'islamophobie existe depuis l'apparition de l'islam. Mais au cours des dernières années, le phénomène a pris des proportions alarmantes et est devenu une principale cause de préoccupation pour le monde musulman. La stigmatisation de l'islam et l'intolérance raciale envers les musulmans des sociétés occidentales se sont accentuées. [...] Le monde musulman est particulièrement inquiet parce qu'au moment où la grande majorité des musulmans adhère strictement aux principes et à l'enseignement de la paix et de la tolérance et s'oppose à toute forme de terrorisme ou d'extrémisme en Islam, [les] groupes d'intérêt islamophobes sont en train de donner une image négative tendant à faire croire que l'islam et les musulmans soutiennent le terrorisme et l'extrémisme. »

C'est là l'un des faits douloureux que nous devons reconnaître au moment d'entamer ce dialogue. Le

rapport du Secrétaire général (A/63/365) confirme encore ce phénomène.

Nous estimons, alors que nous sommes réunis aujourd'hui, que l'élément clé de la compréhension mutuelle est le dialogue. L'islam est une invitation continue au dialogue. Des documents tels que le rapport du groupe de travail de haut niveau de l'Alliance des civilisations, publié en novembre 2006, la déclaration d'Amsterdam sur le dialogue interreligieux et la déclaration d'Astana, publiée en octobre 2008, offrent de nouvelles idées qui devraient être prises en considération et qui méritent encouragement et soutien. Nous saluons toutes ces initiatives et appelons à les poursuivre.

Nous partageons l'analyse exprimée en ces termes par un chercheur marocain :

« Les différences culturelles, dans la mesure où elles sont simplement des systèmes de valeurs et des façons d'envisager le monde et les styles de vie, ne constituent pas la cause des tensions et des conflits. Ces causes sont à rechercher dans l'hégémonie et la volonté de domination. »

Les causes des tensions et des conflits dans le monde, aujourd'hui, trouvent leur origine dans le fait que certains veulent que les autres civilisations et cultures deviennent une copie conforme de ce qu'ils sont. Concrètement, cela se traduit par un refus du dialogue et par une quête de la domination, qui ne peuvent qu'entraîner une aggravation des tensions dans les relations internationales et sont incompatibles avec l'esprit d'un dialogue sérieux et constructif.

Enfin, à partir des années 80, la Libye a été parmi les premiers pays à accueillir de nombreuses rencontres en faveur du dialogue entre les religions, et nous apprécions tous les efforts et initiatives entrepris pour élargir et approfondir ce dialogue. Nous lançons un appel sincère à l'acceptation des diverses croyances et du respect de cette diversité. La Libye estime qu'il est de la plus haute importance de comprendre les autres religions, afin d'approfondir notre compréhension des réalités sociales et humaines. Une telle connaissance peut poser les fondements de la compréhension mutuelle, de la coexistence et de la coopération constructives, afin que nous puissions édifier un monde où la paix repose sur la justice et le progrès.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Guatemala.

M. Rosenthal (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite de l'organisation de cet important dialogue pour promouvoir et appliquer le Programme d'action en faveur d'une culture de paix et encourager le dialogue et la coopération entre les religions et les cultures.

En le remerciant de l'organisation de cette réunion, nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Roi Abdallah Bin Abdulaziz Al Saud pour avoir pris cette importante initiative qui s'est traduite, entre autres, par la conférence organisée en juillet dernier à Madrid et par la séance d'aujourd'hui qui tend à encourager le dialogue entre les religions et les cultures. Cette initiative favorisera, à n'en pas douter, le rapprochement entre les nations dans l'esprit même de la Charte constitutive de notre Organisation et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle vient également compléter la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, qui fait du dialogue interculturel, en tant que valeur indissolublement liée au respect de la dignité humaine, le meilleur garant de la paix.

Je suis originaire d'un pays où nous connaissons les conséquences tragiques de l'intolérance, qu'elle soit le résultat de différences ethniques, religieuses, sociales ou idéologiques. L'un des piliers des accords de paix qui mirent fin à un conflit fratricide de près de quatre décennies fut la constitution d'une société pluriethnique, pluriculturelle et multilingue. Cette volonté qui nous guide dans les affaires intérieures de notre pays est aussi un principe directeur de notre politique extérieure. C'est pourquoi nous apprécions tant les initiatives récentes prises par le Roi d'Arabie saoudite pour encourager le dialogue et, dans un tout autre contexte, contribuer à l'avènement d'une paix solide, juste et durable au Moyen-Orient.

La culture de paix est, sans aucun doute, un instrument qui doit être largement diffusé et grâce auquel nous devons renforcer l'éducation. Et tel est la première mesure que nous devons promouvoir entre tous les domaines d'action définis par le Programme d'action en faveur d'une culture de paix. Nous devons ainsi commencer par éliminer de tous les livres scolaires et autres supports pédagogiques écrits les messages qui incitent à la haine, les informations erronées, les préjugés et les stéréotypes négatifs. L'objectif de promouvoir le respect des différences religieuses et culturelles doit être intégré dans tous les manuels. L'éducation doit être au service de la

compréhension, de la tolérance, du respect mutuel et de la coexistence.

Par ailleurs, notre diversité religieuse et culturelle doit être considérée comme un bien précieux de nos sociétés, ainsi que comme un moteur du développement et du progrès. Dans mon pays, les accords de paix contiennent des dispositions très concrètes qui défendent la cosmologie maya et assurent la protection des sites sacrés des Mayas.

De l'avis de ma délégation, un autre aspect intimement lié au premier domaine d'action que je viens de mentionner est la nécessité d'actualiser et de revoir les politiques éducatives et culturelles, afin qu'elles reflètent l'approche fondée sur les droits de l'homme, qu'elles garantissent l'égalité entre les hommes et les femmes, qu'elles promeuvent la participation démocratique et qu'elles favorisent la compréhension, la tolérance et la solidarité de manière que tous ces champs d'action aient un effet positif sur le développement socioéconomique durable, et ce, dans le respect de la diversité culturelle.

En matière d'éducation, nous réaffirmons que l'UNESCO doit être à la tête des efforts déployés par les organismes et entités du système des Nations Unies pour promouvoir et mettre en œuvre le Programme d'action en faveur d'une culture de paix. L'Assemblée générale a reconnu que telle devait être l'expression fondamentale de son mandat de coordonnatrice des activités menées dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (2001-2010), qui, au lieu de prendre fin en 2010, doit au contraire se transformer en un mode de vie reposant sur la paix et la non-violence.

La diversité culturelle a à juste titre été élevée au rang de patrimoine commun de l'humanité. C'est un patrimoine vivant, et par conséquent renouvelable, ainsi que l'établit la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, dont l'adoption est une preuve éclatante de notre rejet catégorique de la thèse annonçant un choc inévitable des cultures et des civilisations. À cet égard, nous nous félicitons qu'en juin 1996 notre lauréate du prix Nobel de la paix, Rigoberta Menchú Tum, ait été désignée Ambassadrice itinérante de l'UNESCO pour la culture de paix, en reconnaissance de la lutte qu'elle a menée pour les minorités ethniques et les peuples autochtones et du dévouement dont elle a fait montre afin de concrétiser les idéaux et les objectifs de l'Organisation. L'adoption

de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a également reconnu la valeur inhérente de la diversité humaine.

Le Guatemala a également appuyé des initiatives comme l'Alliance des civilisations, les activités du Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix et le Manifeste 2000 pour une culture de la paix et de la non-violence, qui a déjà recueilli les signatures de plus de 75 millions de personnes. Toutes ces initiatives et les groupes qui les dirigent reflètent l'importance que revêtent le dialogue et le rejet du mauvais usage des religions par les groupes extrémistes qui promeuvent le racisme, la discrimination, la xénophobie et toutes les formes d'intolérance qui y sont liées. Comme l'a dit l'année dernière le Président de l'Assemblée générale, « À moins que les religions ne fassent partie des solutions, elles continueront de faire partie du problème ». (A/62/PV.19, p. 44)

Nous estimons enfin que le 21 mai, Journée mondiale de la diversité culturelle, et le 21 septembre, Journée internationale de la paix, doivent être reconnues davantage pour que ces célébrations servent à encourager la connaissance des autres cultures et ouvrent la voie à la paix et à la sécurité dans le monde entier, sans faire aucune sorte de distinction et de manière juste et équitable. Comme le dit le Manifeste 2000 pour une culture de la paix, nous pouvons « transformer – ensemble – la culture de la guerre et de la violence en une culture de la paix et de la non-violence ».

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Suisse.

M. Maurer (Suisse) : Je remercie le Président de l'Assemblée d'avoir convoqué cette réunion. Merci également au Secrétariat et à tous les acteurs impliqués pour l'excellente préparation de ce débat.

De quoi parle-t-on quand on dit dialogue? D'abord, d'une chose qui n'a de sens et d'intérêt que si elle met en relation des gens qui pensent différemment. Nous devons comprendre le dialogue comme un exercice qui consiste à négocier avec des personnes qui ne partagent pas les mêmes valeurs que nous. Ce dialogue est un vecteur de transformation car il change la manière de concevoir et d'interagir avec l'autre. Il modifie les dynamiques politiques.

Ensuite, pour dialoguer, il faut être capable de donner et de recevoir. Avoir quelque chose à donner à l'autre, c'est savoir d'où l'on vient soi-même, c'est

être conscient de ce que notre histoire et notre géographie ont fait de nous. Pour dialoguer, il faut avoir l'humilité de recevoir, sans croire qu'on occupe un point culminant de l'histoire et sans vouloir ramener un interlocuteur dans le droit chemin. Celui qui estime posséder seul la vérité, la bonté et la beauté n'est pas capable de dialoguer.

La Suisse a, tout au long de son histoire, fait l'expérience que la coexistence pacifique entre diverses cultures nécessite une volonté commune de se concentrer sur ce qui nous unit dans la pratique, plutôt que sur ce qui nous sépare idéologiquement.

Nous avons appris et nous continuons d'apprendre à vivre avec les différences culturelles et religieuses. Nous avons ainsi développé une culture politique pragmatique, focalisée sur le bien-être des citoyens. Les consultations démocratiques, la protection des minorités ainsi que la recherche constante du compromis ont été des instruments indispensables à la cohésion de notre pays.

La responsabilité première de la coexistence pacifique incombe à chaque État et à chaque citoyen. Cette responsabilité commence chez nous. Elle ne peut être déléguée ou remplacée par le dialogue international entre les religions ou, comme le disait le Président de l'Assemblée générale ce matin, à la 46^e séance plénière,

(*l'orateur poursuit en anglais*)

« nous ne sommes pas réunis ici aujourd'hui pour parler de religion ou de théologie [...] Nous sommes ici aujourd'hui pour nous engager à mettre nos réserves de force morale au service des objectifs de l'ONU ».

(*l'orateur reprend en français*)

La tâche d'assurer le respect de la diversité religieuse ou culturelle n'est pas seulement une question de volonté politique. Elle s'inscrit dans le contexte plus large du bon fonctionnement de l'état de droit et des principes qui le régissent : la non-discrimination, la liberté d'expression, la liberté de pensée et la liberté de religion ou de conviction.

Nous apprécions le fait que les dirigeants religieux et politiques se parlent et essaient de se comprendre. Dans le cadre de sa politique de promotion des droits de l'homme et de la paix, la Suisse a cependant constaté que le dialogue entre responsables religieux était rarement couronné de

succès. Pour cette raison, nous conduisons non pas des dialogues interculturels ou interreligieux, mais des dialogues politiques qui impliquent par leur nature même des facteurs religieux ou culturels. Ces dialogues se font avec des acteurs politiques – même si ces derniers peuvent avoir des convictions religieuses ou revêtir une autorité religieuse – qui ont, de jure ou de facto, une responsabilité politique. C'est ainsi que la Suisse soutient des processus de transformation de conflits auxquels des facteurs religieux sont entremêlés.

C'est dans cet esprit que la Suisse apporte son plein appui à l'initiative pour une Alliance des civilisations. Cette initiative prend en compte la dimension politique des tensions interreligieuses ou interculturelles et vise à trouver des solutions pratiques à ces différends.

Nous sommes aujourd'hui solidaires et coresponsables, pour rendre – malgré et avec toutes nos différences – notre monde meilleur. C'est en essence un message humanitaire et d'humanité qui a donné naissance à la Suisse moderne et qui reste l'essence de la politique étrangère que nous poursuivons au sein de cette Organisation.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Jan Henningsson, Haut-Conseiller au Ministère des affaires étrangères de la Suède.

M. Henningsson (Suède) (*parle en arabe*) : Au nom du Gouvernement suédois, je voudrais d'emblée me féliciter de cette louable et noble initiative prise par S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud. De toute évidence, les historiens de l'avenir considéreront ces deux journées consacrées au dialogue entre les cultures comme un dialogue entrepris de bonne foi au service de la paix. Nous savons tous que cette louable séance de l'Assemblée générale des Nations Unies a été le fruit de l'initiative louable et des efforts reconnus à leur juste valeur qu'ont déployés d'autres acteurs travaillant dans le domaine du possible et du concret.

Je voudrais vous parler d'un projet très important, à savoir un effort de coopération entre l'ONU et des organisations religieuses, sous la forme d'un dialogue instauré le mois dernier à Istanbul sous la direction de M^{lle} Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population.

Nous pourrions également mentionner un projet de l'UNESCO sur « L'image de l'autre dans les

manuels scolaires en Europe et dans le monde arabo-musulman ». Ce projet est en cours depuis quatre années, et il est mis en œuvre en coopération avec la Ligue des États arabes et un certain nombre de partenaires européens.

Nous voudrions saisir cette occasion pour saluer vivement les efforts déployés par l'ONU en vue de rétablir la confiance entre les peuples du monde, notamment en stimulant les initiatives qui proviennent du monde musulman.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Frank Majoor, Chef de la délégation du Royaume des Pays-Bas.

M. Majoor (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement néerlandais se félicite de cette occasion d'aborder le thème de la contribution que peut apporter le dialogue interreligieux à l'instauration d'une culture de paix.

Je souhaite m'associer à la déclaration faite par M. Alain Juppé au nom de l'Union européenne (UE). En fait, l'UE a été bâtie sur la culture de paix après des années de guerre, elle a été bâtie sur un éventail de valeurs et de modes de vie permettant de rejeter la violence et de prévenir les conflits grâce au dialogue et à la négociation. La présidence de l'UE a mentionné trois caractéristiques importantes d'un dialogue interreligieux fructueux.

Je voudrais ajouter, au nom de ma délégation, trois remarques. Premièrement, nous ne devons pas oublier que le dialogue interreligieux n'est que l'une des nombreuses formes de dialogue. Comme le souligne la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction :

« la religion ou la conviction constitue pour celui qui la professe un des éléments fondamentaux de sa conception de la vie [...] ».

Je voudrais à ce stade insister sur les mots « un des ». Les individus ont des identités multiples. On peut être chrétien, mais on est également homme ou femme. On peut être musulman, mais d'origine arabe ou malaise. On peut être hindou, mais aussi artiste ou journaliste. En d'autres mots, le dialogue interreligieux, aussi important soit-il, n'est qu'une des formes de dialogue.

Comme le prône l'Alliance des civilisations, nous devons aussi accueillir favorablement le dialogue sur la

base des identités politiques, sociales, économiques et culturelles. Toutes ces formes différentes de dialogue contribueront ensemble à faire progresser la culture de paix.

Deuxièmement, le Gouvernement néerlandais a favorisé le dialogue interreligieux à maintes reprises. Cette année, le quatrième Dialogue interreligieux de la Réunion Asie-Europe s'est tenu à Amsterdam. Les participants ont débattu très utilement du dialogue interreligieux et de la réduction de la pauvreté, de l'éducation religieuse, des communications dans le monde numérique et de nombreux autres sujets.

L'accent a été mis sur les aspects concrets du dialogue. Ainsi, le premier jour de la réunion, les participants se sont rendus sur les lieux d'un certain nombre de projets à Amsterdam, auxquels des personnes de religions et convictions différentes travaillaient de concert pour améliorer l'existence de beaucoup à Amsterdam.

Très souvent, le dialogue associé à des formes concrètes de coopération est plus efficace. En œuvrant de concert avec d'autres, les personnes établissent des contacts et découvrent que, malgré des origines religieuses différentes, elles peuvent avoir ou ont, en fait, beaucoup de points communs. Elles se rendent compte que la plupart des religions partagent un certain nombre de concepts universels que et que ces concepts ne créent pas des conflits avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales, mais les sous-tendent. Sur cette base, il semble possible d'établir et de préserver des alliances pour réduire les écarts et travailler ensemble réellement.

Dans le même esprit, le Gouvernement néerlandais appuie la Conférence interreligieuse « La foi et les droits de l'homme », organisée par une organisation non gouvernementale néerlandaise, *Justitia et Pax*, et qui se déroulera dans le Palais de la Paix à La Haye le 10 décembre. Les organisateurs espèrent que les dirigeants religieux représentant de nombreuses religions et croyances différentes du monde entier signeront une déclaration exprimant leur appui aux droits de l'homme, et particulièrement à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le Gouvernement néerlandais note avec satisfaction que la Déclaration universelle est devenue une source d'inspiration, non seulement pour les gouvernements, mais également pour nos sociétés en général, et nous attendons avec intérêt la célébration du

soixantième anniversaire de cette importante Déclaration, à la fois dans cette salle et à La Haye.

Le troisième point que je voudrais aborder est le fait que les gouvernements sont confrontés à des difficultés considérables : économiques, sociales et environnementales, pour n'en citer que quelques-unes. Le temps où les gouvernements pouvaient résoudre seuls tous les problèmes existants est révolu. Nous avons besoin de l'aide de nombreuses composantes de nos sociétés. Nous avons besoin de l'aide des milieux d'affaires, des jeunes et, en effet, des communautés religieuses ou fondées sur une croyance.

Nous considérons ce type de groupes et de communautés avant tout comme des ensembles d'individus. Dans notre système juridique, aux niveaux à la fois national et international, nous traitons des droits et des libertés des individus. Il est possible pour un individu de se faire entendre et d'exprimer sa position.

Cependant, il ne serait pas possible de désigner une voix ayant l'autorité de parler au nom d'une religion. Chaque religion, même si elle dispose d'un système hiérarchique, comporte des tendances et interprétations différentes. Il est impossible pour un juge de déterminer si les droits d'une religion ou d'une croyance, en eux-mêmes, ont été violés. Vers qui devrait-on se tourner pour obtenir une réponse?

C'est pourquoi le Gouvernement néerlandais n'appuie pas les appels lancés en faveur d'une protection juridique des religions et des croyances en tant que telles. Nous devons, cependant, défendre les droits et les libertés des croyants en tant qu'individus, en faisant en sorte qu'ils puissent manifester librement leur liberté ou leur croyance.

Pour les mêmes raisons, le Gouvernement néerlandais est sceptique quant à la création, au sein de l'ONU, d'un nouvel organe consultatif des représentants des mouvements religieux du monde. Comment fonctionnerait-il? Son travail s'inscrit dans le cadre plus large de l'Alliance des civilisations. Qui va déterminer quels mouvements religieux devraient être représentés? Et qui va décider qui représentera un mouvement religieux? Étant donné que l'ONU ne fait aucune différence entre les religions et les croyances, comment définir les croyances dans ce contexte? Dans quelle mesure pouvons-nous entendre les voix de ceux qui n'ont pas de religion du tout? Il y a tellement de problèmes concrets que mon gouvernement redoute

qu'à terme la création d'un tel organe ne pose davantage de problèmes qu'il n'en résoudra.

Le dialogue interreligieux est important, surtout si de nombreuses religions et croyances y participent, s'il n'exclut personne et s'intègre toujours dans le contexte plus large du dialogue entre des peuples dotés d'identités différentes. J'espère et je suis convaincu que les chefs religieux poursuivront leurs efforts pour rendre leur dialogue concret et inclusif, de telle sorte que les objectifs de l'ONU puissent être promus grâce à ces initiatives.

À cet égard, le Gouvernement néerlandais se félicite de nombre d'initiatives prises au cours de l'année écoulée, et il espère qu'elles seront pratiques, durables et inclusives. Le Gouvernement néerlandais

continuera de faciliter le dialogue interreligieux en gardant à l'esprit que, comme M. Juppé l'a dit, le dialogue interreligieux lui-même est une responsabilité qui incombe aux autorités religieuses, aux croyants et aux représentants des traditions spirituelles et humanistes.

Programme de travail

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Avant de lever la séance, j'informe les membres que le Président de la République de Bolivie, S. E. Evo Morales Ayma, s'adressera à l'Assemblée générale lundi, le 17 novembre à 12 h 30 dans la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 17 h 55.